

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 11 août 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°696 ■

Contribution
En exclusivité
**Les banques publiques
algériennes face au défi
de la transformation
digitale**

Par Dr Chérif EUCHI et
Pr Mohamed Chérif BEIMHOUB P 5

LE FMA PRÉVOIT UNE CROISSANCE
DE 4,5% EN 2025 ET 2026

L'économie algérienne confirme sa dynamique

Le Fonds monétaire arabe (FMA) prévoit une amélioration continue du taux de croissance économique dans la région arabe, qui devrait passer de 2,2 % en 2024 à environ 3,8 % en 2025, puis à 4,3 % en 2026. Cette progression repose principalement sur l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, les réformes économiques et les stratégies de diversification mises en œuvre dans la plupart des pays arabes. Concernant l'Algérie, son économie devrait poursuivre sa croissance solide, estimée à 4,5 % en 2025 et 2026. P 3



RENTÉE SOCIALE
ET SCOLAIRE

**La Ministre
de la Solidarité
nationale se prépare**

Dans le cadre du suivi régulier des programmes et projets de son département, Mme Soraya Mouloudji, Ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a présidé hier, au siège du ministère, une réunion de coordination axée sur plusieurs dossiers, dont les préparatifs pour la rentrée sociale et scolaire 2025-2026.

P 2

AVEC LA SIGNATURE
DE 3 NOUVEAUX
ACCORDS

**L'Algérie et la
Somalie renforcent
leur coopération**

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et son homologue somalien, Abdisalam Abdi Ali, qui effectue une visite de travail en Algérie, ont signé hier trois textes juridiques, a indiqué un communiqué du ministère.

P 3

DJANET /EN PRÉVISION
DE LA SAISON DU
TOURISME SAHARIEN

**Lancement d'une
campagne de
nettoisement des
sites touristique**

Une vaste campagne de nettoyage des sites touristiques et archéologiques sera organisée dans la wilaya de Djanet à l'initiative de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA), en prévision de la saison du tourisme saharien, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

P 3

SAISON DU HADJ 2025

**La coordination
intersectorielle, clé de la
réussite du transport des
pèlerins P 2**

BDL

**Résultat net en hausse de 31%
à près de 23 milliards Da en
2024 P 4**

TIMIMOUN

**Réception de huit centres
de proximité de stockage
de céréales P 6**

DJANET /EN PRÉVISION DE LA SAISON DU TOURISME SAHARIEN
Lancement d’une campagne de nettoyage des sites touristique

Par R E.

Une vaste campagne de nettoyage des sites touristiques et archéologiques sera organisée dans la wilaya de Djanet à l'initiative de la Direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA), en prévision de la saison du tourisme saharien, a-t-on appris dimanche des organisateurs. Cette campagne, qui débutera le 4 septembre prochain, ciblera les sites touristiques et archéologiques les plus fréquentés par les touristes, à l'instar de Tadaret, Tikoubaouine et Essendilène, ainsi que d'autres zones retenues dans les circuits touristiques de la wilaya, a-t-on souligné. Elle se déroulera avec la participation de différents acteurs du secteur, notamment l'antenne locale de l'Office national algérien du tourisme (ONAT), des opérateurs touristiques et des associations, tout en mobilisant les moyens nécessaires pour assurer le succès de la campagne, a ajouté la même source. Cette initiative vise à restaurer la propreté et l'attractivité des sites touristiques, certains comportements irresponsables lors des saisons précédentes notamment l'abandon de déchets dans les zones de camping ayant altéré le paysage naturel de ces lieux, selon la DTA. La wilaya de Djanet s'est engagée, ces dernières années, à organiser des actions similaires avant chaque saison touristique, et ce dans le cadre des efforts visant à préserver l'attractivité de ces destinations et à consolider leur réputation en tant que sites d'exception aux niveaux national et international, a-t-on rappelé.

RENTRÉE SOCIALE ET SCOLAIRE

La Ministre de la Solidarité nationale se prépare

Dans le cadre du suivi régulier des programmes et projets de son département, Mme Soraya Mouloudji, Ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a présidé hier, au siège du ministère, une réunion de coordination axée sur plusieurs dossiers, dont les préparatifs pour la rentrée sociale et scolaire 2025-2026.

Synthèse Selma R

Selon un communiqué du ministère, l'accent a été mis sur la nécessité de garantir la disponibilité de tous les mécanismes et programmes d'accompagnement destinés aux bénéficiaires des actions du secteur, en particulier ceux vivant dans les zones intérieures et rurales, afin d'assurer l'égalité des chances pour les enfants issus de familles démunies et de leur offrir les meilleures conditions de scolarisation. Mme Mouloudji a insisté sur l'importance d'une coordination étroite avec les différents secteurs concernés pour réunir, avant la rentrée, toutes les conditions matérielles et pédagogiques requises. Concernant le suivi des projets d'investissement inscrits au titre de l'année 2025, un rapport détaillé sur les taux d'avancement

a été présenté. Les difficultés rencontrées sur le terrain ont été examinées, et des solutions ont été identifiées afin de respecter les délais prévus et d'accélérer la cadence de réalisation, conformément aux principes de bonne gouvernance et de bonne exécution. La réunion a également abordé l'évaluation intermédiaire du plan d'action du secteur. Les indicateurs relevés depuis le début de l'année ont été comparés aux objectifs fixés, mettant en évidence les points positifs ainsi que les domaines nécessitant un soutien et un développement supplémentaires, dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du secteur inscrits au plan d'action du gouvernement. Par ailleurs, une présentation préliminaire des propositions élaborées par les commissions sectorielles mixtes concernant les

mécanismes de lutte contre les agressions envers les enfants a été faite. Ces propositions incluent des mesures législatives, réglementaires et de sensibilisation destinées à renforcer la protection juridique et sociale de cette catégorie vulnérable. La Ministre a appelé à enrichir ces propositions par une concertation élargie avec tous les acteurs et partenaires afin d'aboutir à une approche globale et efficace. Cette réunion s'inscrit dans la volonté de Mme la Ministre d'assurer un suivi rigoureux et de terrain des dossiers relevant de ses missions, et de promouvoir le travail participatif entre les différentes instances, conformément aux orientations du Président de la République visant à servir le citoyen et à renforcer la cohésion du tissu social national.

OSAKA KANSAI EXPO 2025

La Protection civile participe à la semaine de la paix, de la sécurité et de la dignité au Japon

Par R E.

La Protection civile algérienne participe à la semaine de la paix, de la sécurité et de la dignité qui se tient dans le cadre des activités de l'exposition internationale Osaka Kansai Expo 2025 au Japon, constituant une opportunité pour exposer l'expérience algérienne en matière de coopération et d'aide humanitaire internationale. Le pavillon de la Protection civile à cette exposition a connu une forte affluence des visiteurs, notamment des Japonais qui ont

exprimé leur grande admiration des capacités de la Protection civile algérienne et ses contributions humanitaires en matière d'interventions en cas de catastrophes naturelles, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Dans une déclaration à la presse, le colonel Achour Farouk, inspecteur à la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a affirmé que l'Algérie "a toujours été en première ligne pour venir en aide aux pays amis et frères lors de catastrophes naturelles". Il a, à ce propos, précisé que l'exposition avait constitué une

occasion pour donner une présentation officielle sur l'intervention de la Protection civile algérienne en Turquie, sous le thème "engagement et efficacité opérationnelle", afin de mettre en relief l'intervention rapide et l'expérience de ses éléments, soulignant que l'Algérie "était le premier pays à apporter son aide aux frères en Turquie". La présentation "incluait des supports audiovisuels pour faire connaître au public japonais les capacités de la Protection civile algérienne en matière de gestion des risques majeurs", a indiqué le colonel

Achour, ajoutant que le pavillon algérien "a connu une grande affluence des visiteurs de différentes franges et nationalités". De nombreux visiteurs ont fait part de leur admiration des qualifications, compétences et capacités de la Protection civile algérienne en matière de secours, d'aide humanitaire et de gestion des catastrophes naturelles, saluant le niveau atteint par ce corps dans le domaine de l'action humanitaire internationale, notamment à travers les aides fournies aux différents peuples exposés aux catastrophes naturelles.

SAISON DU HADJ 2025

La coordination intersectorielle, clé de la réussite du transport des pèlerins

Par R E.

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, samedi à Alger, que la saison du Hadj 2025 a constitué un modèle à suivre en matière de travail collectif et de coordination entre les différents secteurs, soulignant que les efforts se poursuivront afin de réaliser encore plus de succès lors des prochaines saisons. Le ministre s'exprimait dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Djamel Eddine Abdelghani Dridi, lors d'une cérémonie organisée par la Société de gestion des services et des infrastructures aé-

roportuaires d'Alger (SGSIA), en l'honneur des participants à la réussite de la saison du Hadj, en présence du PDG de la société, Mokhtar Said Mediouni, du directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Tahar Braik, ainsi que des représentants de toutes les parties concernées. M. Sayoud a indiqué que la saison écoulée "a enregistré un succès supérieur à celui de l'année précédente grâce à la coordination rigoureuse et au travail acharné de l'ensemble des intervenants au service des pèlerins", exprimant sa fierté de voir l'Algérie recevoir, pour la deuxième année consécutive, le Prix "Labeitom" dé-

cerné par le ministère saoudien du Hadj et de la Omra aux institutions d'excellence dans le service aux pèlerins, qualifiant cette distinction de fierté pour tous les Algériens. De son côté, M. Braik a souligné que la saison du Hadj 2025 a été réussie selon "tous les indicateurs et preuves", que ce soit à travers la satisfaction des pèlerins, l'absence d'incidents organisationnels dans les Lieux Saints ou encore la qualité des prestations produites, ajoutant que ces acquis serviront de base pour de futures progrès. M. Mediouni a, quant à lui, considéré que le succès de la saison "n'est pas une étape finale, mais bien la confir-

mation de la capacité de tous les partenaires de fournir des prestations à la hauteur de la confiance du citoyen", saluant la volonté sincère et le grand dévouement de tous les participants. Selon une présentation faite à cette occasion, l'aéroport d'Alger a enregistré le transport de 16062 pèlerins vers les Lieux-saints à travers 53 vols (25 pour Air Algérie, 16 pour Saudia Airlines et 12 pour la compagnie Flynas), avec le même nombre de vols de retour, ainsi que la réalisation d'un record en matière de remise des bagages, avec une moyenne de 19 minutes seulement pour chaque pèlerin.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE FMA PRÉVOIT UNE CROISSANCE DE 4,5% EN 2025 ET 2026

L'économie algérienne confirme sa dynamique

Le Fonds monétaire arabe (FMA) prévoit une amélioration continue du taux de croissance économique dans la région arabe, qui devrait passer de 2,2 % en 2024 à environ 3,8 % en 2025, puis à 4,3 % en 2026. Cette progression repose principalement sur l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, les réformes économiques et les stratégies de diversification mises en œuvre dans la plupart des pays arabes.

Par Sirine R.

Concernant l'Algérie, son économie devrait poursuivre sa croissance solide, estimée à 4,5 % en 2025 et 2026. Selon les chiffres du FMA, cette croissance est portée notamment par une performance robuste du secteur pétrolier, avec une hausse attendue supérieure à 5 %. L'agriculture, l'industrie, les services et l'économie de la connaissance contribuent également à soutenir la croissance hors hydrocarbures. L'agriculture, à elle seule, représente plus de 15 % du PIB national, avec une production avoisinant les 37 milliards de dollars en 2025. En tant que premier producteur de gaz naturel et deuxième producteur de pétrole brut en Afrique, la forte demande européenne pour les hydrocarbures algériens stimule les investissements dans ces secteurs clés. Des projets d'envergure sont en cours de réalisation par le groupe Sonatrach, en partenariat avec des acteurs internationaux de renom, tels que l'italien Eni, la chinoise Sinopec, et d'autres sociétés, en attendant l'arrivée de majors américaines comme ExxonMobil et Chevron. Le même rapport souligne que l'économie algérienne bénéficiera également, en 2026, d'une augmentation des dépenses et investissements publics, ainsi que de la poursuite des réformes structurelles visant à diversifier

la base productive et à assurer une croissance inclusive et durable. En ce qui concerne les perspectives de croissance des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le taux devrait passer de 2,2 % en 2024 à 4,2 % en 2025, puis à 4,4 % en 2026. Cette progression repose principalement sur la croissance du secteur non pétrolier, soutenue par des projets d'infrastructures et des efforts de diversification. L'impact direct des modifications tarifaires douanières devrait rester limité, le secteur énergétique étant exempté et les exportations non pétrolières vers les États-Unis étant faibles. Toutefois, ces pays pourraient subir les effets indirects du ralentissement économique de leurs principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine, la zone euro et certains pays asiatiques émergents.

Inflation et politiques monétaires

Le taux d'inflation régional devrait reculer, passant de 9,3 % en 2024 à environ 6,7 % en 2025, puis à 6,5 % en 2026, en excluant les pays confrontés à de fortes pressions inflationnistes comme le Soudan, la Syrie, le Liban et le Yémen. Cette baisse serait favorisée par la diminution des prix des matières premières, la stabilité des taux de change et l'efficacité des politiques monétaires.

En Algérie, l'inflation a fortement reculé, passant de 9,3 % en 2023 à 4,1 % en 2024, grâce à la baisse des prix mondiaux des matières premières, à l'allègement des restrictions à l'importation, à la stabilité du dinar et à une meilleure production agricole locale, renforçant l'autosuffisance alimentaire. Les prévisions indiquent une inflation stable autour de 4,8 % en 2025, avec une légère baisse à 4,6 % en 2026. En somme, les économies arabes devraient connaître une amélioration progressive de la croissance, accompagnée d'une diminution des pressions inflationnistes et d'un renforcement de la demande intérieure, soutenues par la poursuite des réformes et des programmes de diversification. Pour l'Algérie, cela se traduit par un rôle moteur dans la croissance régionale, grâce à un secteur non pétrolier dynamique et un secteur énergétique performant. Cependant, les risques liés aux tensions géopolitiques et aux perturbations du commerce mondial demeurent. Les pays arabes sont donc appelés à renforcer leurs politiques budgétaires et monétaires, améliorer la gouvernance, diversifier leurs sources de revenus et accélérer la transformation numérique afin d'assurer une croissance inclusive et durable.

COOPÉRATION Le Premier ministre reçoit le ministre somalien des AE

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, hier au Palais du Gouvernement, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République fédérale de Somalie, M. Abdisalam Abdi Ali, en visite en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre. A cette occasion, le ministre somalien a transmis «les salutations et l'expression de la haute considération du président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que sa forte volonté d'œuvrer de concert à la promotion des relations entre les deux pays frères en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, notamment aux niveaux arabe et africain», précise le communiqué. Le ministre somalien a également informé le Premier ministre des «efforts consentis pour renforcer le processus de rétablissement de la sécurité et de la stabilité en Somalie», avant d'évoquer «la situation actuelle dans la région de la Corne de l'Afrique», selon la même source.

AVEC LA SIGNATURE DE 3 NOUVEAUX ACCORDS

L'Algérie et la Somalie renforcent leur coopération

Synthèse S R.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, et son homologue somalien, Abdisalam Abdi Ali, qui effectue une visite de travail en Algérie, ont signé hier trois textes juridiques, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, élargie aux délégations des 2 pays, a permis d'aborder plusieurs dossiers clés, avec un accent particulier sur les moyens de dynamiser les relations bilatérales. Dans ce cadre, «les 2 parties ont convenu de renforcer la structure institutionnelle de la coopération entre les 2 pays et d'enrichir le cadre juridique de leurs relations ». Il a été procédé ainsi à la «signature de 3 textes juridiques visant à créer un comité gouvernemental commun et à établir un mécanisme de consultations politiques ainsi qu'à encourager la coopération dans le domaine de la formation des diplomates », indique encore la même source. Dans son allocution à l'issue de l'audience qu'il a accordée au ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République fédérale de Somalie, M. Abdisalam Abdi Ali, en visite officielle en Algérie, M. Attaf a souligné que «l'intérêt qu'accorde l'Algérie à la situation en Somalie, pays frère, n'a jamais cessé, elle qui a toujours veillé à se tenir à ses côtés et à appuyer ses efforts pour le rétablissement de la sécurité et de la stabilité».

Le soutien apporté par l'Algérie à la Somalie «n'était pas conjoncturel ou passager, mais plutôt une position historique, ancrée et enracinée, reposant sur la conviction absolue de l'Algérie que la sécurité et la stabilité de la Somalie sont étroitement liées à celles de la région de la Corne de l'Afrique et de l'ensemble du continent africain», a-t-il soutenu. Il s'agit là, ajoute M. Attaf, d'une position «qui reflète l'adhésion totale de l'Algérie à la mobilisation de l'Union africaine (UA) et des Nations Unies, en appui à la sécurité et à la stabilité de la Somalie», ce que traduit aujourd'hui «l'engagement de l'Algérie, depuis sa position au sein du Conseil de sécurité onusien et du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, à plaider pour une plus grande solidarité et un appui plus efficace aux efforts de la direction somalienne et à ses démarches visant à parachever la lutte contre le terrorisme et à renforcer les bases de la sécurité, de la stabilité et du développement» dans le pays. Les deux ministres sont également convenus de la nécessité de renforcer la structure institutionnelle de la coopération bilatérale, et de l'importance d'enrichir le cadre juridique de leurs relations, a-t-il indiqué. Et d'ajouter: «Ce que nous avons commencé à concrétiser aujourd'hui, à travers la signature de textes juridiques visant essentiellement à créer une commission intergouvernementale pour la coopération économique, à mettre en place un mécanisme de consultation politique, et à encourager la coopération

en matière de formation de diplomates». Nous sommes aussi convenus, a-t-il poursuivi, de «définir les domaines de coopération bilatérale, à la lumière des besoins et des priorités des efforts de développement dans les deux pays, notamment les domaines de l'agriculture, la formation, l'enseignement supérieur et d'autres secteurs vitaux». Concernant la coopération multilatérale, les deux ministres ont exprimé «leur satisfaction du niveau avancé atteint en matière de coordination conjointe entre les deux pays, dans le cadre de leurs mandats en tant que membres non-permanents du Conseil de sécurité onusien», a-t-il dit. M. Attaf a, en outre, souligné les efforts de l'Algérie et de la Somalie au sein du Conseil de sécurité onusien, pour la défense de la cause centrale de la nation arabe, à savoir la cause palestinienne, qui est menacée aujourd'hui de liquidation. De par leur appartenance aux régions sahélo-saharienne et de la Corne de l'Afrique, M. Attaf a affirmé que l'Algérie et la Somalie «appuient tout ce qui est à même de contribuer à l'instauration des fondements de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans ces deux espaces, sur la base du respect de la souveraineté des Etats, de la préservation de leur intégrité territoriale et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, outre le renforcement de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme et les crimes transfrontaliers».

Au plan africain, les efforts et les démarches des deux pays se focalisent sur les plaidoyers et les priorités sécuritaires, politiques et économiques de l'Afrique, notamment dans le cadre du Groupe A3+ (...). De son côté, le ministre somalien des Affaires étrangères a indiqué que les relations historiques profondes et ancrées entre les deux pays constituaient «une base solide afin de construire un partenariat dynamique et ambitieux tourné vers l'avenir», rappelant que pour l'indépendance et l'autodétermination, la Somalie et l'Algérie, profondément attachées à la liberté, ont consenti d'immenses sacrifices. Selon le ministre somalien, les textes juridiques signés «baliseront la voie à l'élargissement de la coopération bilatérale dans plusieurs domaines et à l'ouverture de nouvelles perspectives de croissance et de prospérité mutuelle, tout en renouvelant l'engagement à renforcer la coordination diplomatique et la concertation à l'échelle mondiale, que ce soit dans les fora régionaux ou internationaux». A ce titre, M. Abdisalam Abdi Ali s'est dit heureux de porter le message du président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, à l'Algérie, affirmant que «l'Algérie est un bon partenaire pour la Somalie dans les domaines de la sécurité, de l'enseignement et du commerce, ainsi que dans les questions régionales».

BDL
Résultat net en hausse de 31% à près de 23 milliards Da en 2024

La Banque de développement local (BDL) a réalisé un résultat net de près de 23 milliards DA en 2024, en hausse de 31 % par rapport à 2023, selon le bilan annuel de la banque publique approuvé lors de son assemblée générale. Le chiffre d'affaires de l'établissement s'est établi à 96 milliards DA, enregistrant une progression de 25 %, tandis que le total de bilan a dépassé les 1800 milliards DA sur la même période. Concernant les résultats opérationnels, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 15 % pour atteindre 1375 milliards DA à fin 2024. Les accords de crédits ont, pour leur part, progressé de 24 % pour s'établir à 662 milliards DA. Selon le bilan, l'encours des crédits a enregistré une hausse de 103 milliards DA (+9 %), passant de 1122 milliards DA en 2023 à 1225 milliards DA en 2024, confirmant l'engagement de la BDL dans le financement de l'économie nationale. Introduite en Bourse en mars dernier, la BDL a annoncé la distribution d'un dividende de 5,55 % au profit de ses actionnaires, un rendement supérieur aux prévisions initiales qui tablaient sur 4,25%.

3162 promus de la formation professionnelle embauchés durant les cinq dernières années

Au total 3162 promus des instituts et centres de la formation professionnelle ont été intégrés dans le monde du travail durant les cinq dernières années dans la wilaya d'Illizi, a-t-on, appris dimanche auprès de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Le secteur a enregistré le recrutement, entre 2021 et le premier semestre de 2025, dans les secteurs publics et privé, de 2734 promus de la formation professionnelle sous forme contractuelle et 428 autres dans des postes permanents, a précisé à l'APS le DFEP d'illizi, Youcef Hamdani. Le plus

ILLIZI

gros de ces recrutements, soit 2005 emplois, a concerné les détenteurs de certificats d'aptitude professionnelle, suivi des titulaires de diplômes techniciens et techniciens supérieurs avec 978 postes, puis de détenteurs de diplômes de maîtrise professionnelle avec 179 postes, a-t-il détaillé. Les principales entreprises pourvoyeuses de ces emplois sont la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), l'Algérienne des eaux, la Société nationale d'hydrocarbures (Sonatrach, DP-Stah), et des entreprises privées, selon la même source.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	391,00	NC	0,00	-6,84	-7,17	6,90	8,95	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 429,00	1428,00	-0,07	-0,65	0,76	9,18	5,45	547	781 116,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,98	5,51	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2283,00	0,00	-0,42	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,31	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,32	2,03	-	0	0,00

SPÉCIALISÉE DANS LA PRODUCTION DE GAZ MÉDICAUX

RAYANOX lance un projet d’extension industrielle à Batna

L'entreprise RAYANOX, implantée à Oran, lancera prochainement un important projet d'extension industrielle dans la wilaya de Batna, une région qui représente à elle seule 40% de son chiffre d'affaires, a-t-on appris auprès du directeur de cette société, Amine Tazi. D'un montant global estimé à 2,15 milliards de DA, ce projet vise à répondre à la forte demande nationale en gaz médicaux, notamment émanant des établissements publics hospitaliers (EPH) et établissements publics de santé de proximité (EPSP), partenaires historiques de l'entreprise. Selon la même source, RAYANOX a sollicité l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) pour l'octroi d'un terrain destiné à l'implantation de la nouvelle unité de production pharmaceutique. La

demande, déposée en février 2025 pour une parcelle de terrain située dans la zone industrielle de Batna, a reçu un avis favorable, précise-t-on de même source. Le programme d'investissement comprend l'aménagement complet du site (assainissement, clôture, construction du bâtiment), l'installation d'une unité de séparation d'air (ASU) de dernière génération, ainsi que l'acquisition de citernes cryogéniques mobiles pour un stockage sécurisé, a-t-on ajouté. S'agissant des objectifs de ce projet, le même responsable a indiqué qu'il s'agit d'augmenter les capacités de production, afin de suivre la croissance de la demande, de réduire les coûts logistiques grâce au rapprochement des zones de consommation, ainsi que d'optimiser les coûts de fa-

brication par une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur. Le projet ambitieux vise également d'assurer des livraisons en flux tendu afin de garantir la continuité d'approvisionnement dans un secteur jugé vital. Au plan socio-économique, la nouvelle unité devrait générer 100 emplois directs, dynamiser l'activité industrielle et logistique dans la wilaya de Batna et couvrir les besoins sanitaires croissants dans la région Est. Elle permettra également l'approvisionnement de la région Sud-est, actuellement dépourvue de producteur local de gaz médicaux, et contribuera au positionnement stratégique de RAYANOX en vue d'exportations vers les pays voisins, renforçant ainsi sa vocation régionale et africaine.

AVEC UN PROGRAMME ÉDUCATIF ET DE SENSIBILISATION

Le ministère de la Poste contribue à l’animation des camps d’été

Le ministère de la Poste et des Télécommunications contribue à la dynamisation des camps d'été de l'année 2025, organisés par le ministère de la Jeunesse, à travers un programme éducatif et de sensibilisation complet, visant à consacrer les principes d'un usage à bon escient et sécurisé d'Internet chez les jeunes et les enfants, indique, samedi, un communiqué du ministère. "Dans le cadre de son engagement en matière de responsabilité sociétale et de sensibilisation, le ministère de la Poste et des Télécommunications contribue aux activités d'animation des camps d'été de l'année 2025, à travers un programme éducatif, de sensibilisation et de formation complet, visant à consacrer les principes d'un usage à bon escient et sécurisé d'Internet chez les jeunes et les enfants", précise le communi-

qué. Le programme en question tend à "consacrer la culture et la citoyenneté numériques auprès des participants, à même de renforcer leurs capacités à interagir, de manière sûre et responsable, avec le cyberspace et à éviter les menaces et dangers liés à l'utilisation non sécurisée des technologies de l'information et de la communication (TIC)", selon le communiqué. Il repose sur trois axes, à savoir "la citoyenneté numérique, la prévention contre les risques liés à

une mauvaise utilisation d'Internet, et la sensibilisation aux dangers de l'escroquerie et de la fraude électroniques". Sa mise en œuvre est réalisée avec "la participation des opérateurs du secteur au niveau local, en coordonnant les efforts entre les différents intervenants, afin d'atteindre les objectifs escomptés et de consacrer le principe de l'action participative au service de l'intérêt général", conclut la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juillet 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كلف		
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا
	Tomate	85	102	68	الطماطم
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف
	Ail sec	461	534	387	الثوم الجاف
	Carotte	97	109	85	الجزر
	Navet	150	163	137	لفت
	Poivron	105	119	90	الفلفل الأخضر
	Piment	123	139	107	الفلفل الحار
	Courgette	109	123	94	الكوسة
	Haricot vert	237	264	211	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	111	126	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	382	462	302	التفاح المحلي
	Datte	586	711	461	التمر
	Banane	432	446	415	الموز
	Melon	98	114	83	البطيخ الأصفر
	Pastèque	72	85	60	البطيخ الأحمر
	Raisin	253	307	198	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1775	1904	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	353	366	339	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

En exclusivité

Les banques publiques algériennes face au défi de la transformation digitale

La présente contribution est issue d’une étude menée au double plan quantitatif et qualitatif sur les conditions et les obstacles qui ont jalonné les processus de transformation digitale mis en œuvre par les Banques publiques algériennes au cours des dernières années. Ces processus se sont accélérés ces dernières années à la lumière de l’impulsion des pouvoirs publics de la numérisation. Les conclusions de l’étude révèlent un retard préoccupant dans la transformation numérique ; en même temps, elles font apparaître des leviers prometteurs pour accélérer le virage numérique.

1^{ère} partie

Par Chérif EUCHI,
Docteur en Management
et Mohamed Chérif BEIMIHOUB,
Professeur en Economie Institution-
nelle et en Management

La transformation digitale, bien plus qu’un simple mot à la mode, s’impose aujourd’hui comme une nécessité stratégique pour toutes les entreprises, quels que soient leurs secteurs ou leur taille. Derrière des termes tels que digitalisation, numérisation, entreprise 4.0 ou encore économie numérique, se cache une même ambition : intégrer les technologies digitales (telles que l’Intelligence Artificielle, le Big Data, la Blockchain, le Cloud Computing, la Cybersécurité ou encore Internet des objets) de manière massive et cohérente pour améliorer la performance, accroître la compétitivité et répondre aux nouvelles attentes des clients. La transformation digitale désigne donc ce processus profond d’intégration du digital dans l’ensemble des activités d’une organisation. La banque est une organisation assez singulière par la nature de ses activités et surtout par sa position dans le système économique et par son rôle à fort impact sur les autres organisations. Ainsi, elle peut être un facteur diffuseur de la technologie digitale, comme elle peut être un facteur bloquant des autres secteurs si elle-même n’est pas digitalisée.

Le secteur bancaire, par son rôle central dans l’économie, n’échappe pas à cette dynamique mondiale. Dans les pays développés, la digitalisation des services financiers est désormais au cœur des stratégies globales des établissements bancaires. Un exemple emblématique d’une transformation digitale réussie est celui de BBVA, l’une des principales banques espagnoles. Dès 2015, BBVA a fait de la transformation digitale un pilier stratégique, investissant massivement dans les technologies de data analytics, les applications mobiles, l’open banking, et la co-crédation de services avec ses clients. Résultat : plus de 70 % de ses clients utilisent les canaux numériques, et l’institution est aujourd’hui considérée comme un modèle de banque digitale en Europe et en Amérique latine.

En Algérie, et plus particulièrement dans le secteur des banques publiques, la transformation digitale tarde à se concrétiser. Si les discours sur la modernisation du système bancaire se multiplient depuis plusieurs années, les réalités du terrain révèlent encore de nombreuses insuffisances : des délais longs pour l’obtention de carnets de chèques, l’impossibilité de retirer de l’argent dans une autre agence que celle



de domiciliation, ou encore des freins persistants au développement du commerce électronique. Ces dysfonctionnements traduisent un retard structurel face à une clientèle de plus en plus connectée, exigeante et habituée aux standards numériques. Face à ce constat, une étude de terrain approfondie a été menée entre février et juillet 2024 dans le cadre d’une recherche en vue de la préparation d’une thèse de doctorat en management. Cette recherche a porté sur six banques publiques (BNA, BEA, CPA, CNEP, BADR et BDL), seule une banque de création récente et dont l’installation effective est encore inachevée, la BNH (Banque Nationale de l’Habitat) n’a pas été intégrée dans notre analyse. L’étude s’appuie sur une enquête quantitative, par questionnaires, auprès de 300 employés et sur des entretiens qualitatifs directs, réalisés avec huit responsables en charge de la transformation digitale. L’objectif : dresser un état des lieux précis de la maturité digitale de ces établissements, identifier les principaux obstacles et mettre en lumière les leviers susceptibles d’accélérer leur transition vers une banque pleinement digitale. Les résultats révèlent une maturité digitale globalement faible. Plus de 60 % des employés estiment que leur banque n’est que partiellement digitalisée, et près d’un tiers considèrent qu’elle en est encore à un stade faible. Derrière cette maturité partielle, cinq leviers apparaissent déterminants : la stratégie digitale, la culture digitale, l’adoption technologique, l’implication des clients et la valorisation des compétences du personnel. L’exploitation des données directes et des données croisées a permis de tirer

les premières conclusions :

- En considérant l’hypothèse que l’existence d’une stratégie digitale claire constitue un levier crucial, 78 % des répondants estiment que leur banque dispose d’une stratégie digitale, dont 85 % jugent son avancement modéré à faible.
- A cela s’ajoute une culture digitale encore en construction. Ainsi, 45,7 % des employés estiment que la culture digitale de leur banque est en phase de transition et 17 % la jugent timide, seulement 11 % la qualifient de visionnaire. Dans le même sens, les responsables interviewés parlent d’un processus progressif, enclenché récemment, souvent sous l’effet de la crise sanitaire du Covid-19, mais encore loin d’une transformation en profondeur. Ainsi, même si la banque dispose d’une stratégie formelle ou implicite de transformation digitale, sa mise en œuvre peut être contrainte par d’autres facteurs comme on vient de le voir.
- D’un point de vue technologique, l’enquête fournit des indications précises. Près de 87 % des employés confirment que leur banque propose des services d’E-Banking (gestion de compte en ligne), 86 % disposent d’un parc étendu de distributeurs et guichets automatiques (DAB/GAB), 88 % délivrent une carte bancaire (CIB), et 57 % d’entre elles ont lancé des applications mobiles. En revanche, l’adoption de technologies plus avancées (Intelligence artificielle, Big Data, Cloud computing, Blockchain) reste encore marginale. Les compétences digitales internes sont également un levier crucial : 48 % des répondants jugent que les compétences digitales sont modérément valorisées, 33 % estiment qu’elles le sont faiblement et 11 % pensent qu’elles ne sont

pas valorisées du tout. A cela s’ajoute un constat préoccupant sur l’implication réelle des employés dans les projets de transformation : 77,3 % des employés interrogés déclarent ne pas être impliqués dans les projets de transformation digitale. Seuls 13 % affirment y avoir participé, et 9,7 % mentionnent une implication partielle. Les formations existent, mais elles ne sont pas encore généralisées ni adaptées aux nouveaux besoins digitaux. Les responsables interviewés soulignent un manque de formation généralisée et une difficulté à attirer ou retenir les talents spécialisés dans le digital. Cela se traduit par une faible maîtrise des nouveaux outils numériques et un manque de profils qualifiés pour piloter les projets digitaux. Au final, qu’en est-il du client dans tout cela ? Plus de 60 % des employés interrogés estiment que l’implication des clients dans la définition des services digitaux reste modérée à faible. Les responsables reconnaissent également que la co-construction avec les usagers est encore peu formalisée. Pourtant, beaucoup soulignent que la demande existe : « Nos clients attendent des services accessibles 24h/24, sur tous les canaux. ». Le second volet de l’étude met en lumière les obstacles majeurs à cette transformation digitale. Du côté des répondants, 58 % désignent les freins managériaux (manque de vision claire et insuffisance des budgets alloués) comme le principal obstacle à la transformation digitale. Par ailleurs, 75 % voient que les freins culturels (culture d’innovation insuffisante et résistance au changement) comme un obstacle majeur aussi.

(A suivre)

ILLIZI

Campagne de sensibilisation au paiement électronique des factures d'énergie

La direction de distribution de la wilaya d'Illizi, relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) , a lancé une campagne de sensibilisation au paiement électronique des factures d'électricité et de gaz, via l'application "Baridi-Mob", a indiqué samedi un communiqué de l'entreprise. La campagne comprend des actions d'information animées dans les agences commerciales de Sonelgaz à travers la wilaya, afin d'expliquer aux clients les avantages du paiement en ligne (E-paiement), a-t-on souligné. Menée en coordination avec l'entreprise Algérie-Poste, cette démarche s'inscrit dans la stratégie nationale de numérisation, qui vise notamment à moderniser l'administration publique, a indiqué la même source. Elle permettra aux clients Sonelgaz détenteurs de la carte "Edahabia" de régler leurs factures d'électricité et de gaz en ligne, de manière sécurisée, via l'application précitée, a-t-on ajouté. Cette initiative marque une avancée pour moderniser les services et renforcer la proximité avec la clientèle, a conclu le communiqué.

EL-OUED

Ouverture de 30 postes de formation spécialisée pour aides-soignants de la santé publique

Trente (30) postes pédagogiques pour la formation spécialisée d'aides-soignants de la santé publique ont été ouverts dans la wilaya d'El-Oued, au titre de la saison 2025, a-t-on appris de la direction locale de la santé et de la population. L'ouverture de ces postes de formation paramédicale s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de tutelle, qui vise à améliorer les performances des structures de santé et à combler le déficit enregistré, dans le corps paramédical, a souligné le directeur du secteur, Benachour Benali. Les futurs aides-soignants seront répartis sur les différentes structures de santé de la wilaya, afin de répondre aux besoins, notamment dans les zones rurales et enclavées, a-t-il ajouté. Destinés aux candidats titulaires d'un niveau de 3ème année secondaire, ces postes sont ouverts au niveau de l'Institut national de formation paramédicale d'El-Oued, a indiqué le responsable, signalant que la sélection des candidats se fera sur la base des résultats d'un concours prévu le 20 septembre prochain, comportant des épreuves spécifiques au domaine paramédical.

TIMIMOUN

Réception de huit centres de proximité de stockage de céréales

Huit (8) nouveaux centres de proximité de stockage de céréales ont été réceptionnés dans la wilaya de Timimoun, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Cette opération s'est déroulée lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya, en présence des autorités locales. A l'occasion, un accord d'exploitation a été signé entre l'Officie algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), représenté par le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs de la wilaya d'Adrar, Mohamed Tahar Belmir, et le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Timimoun, Rafik Benmansour. Intervenant à cette occasion, le wali Souna Benamar, a souligné que ces nouvelles installations constituent une valeur ajoutée pour la wilaya, renforçant ses capacités de stockage des céréales. Et d'ajouter que Timimoun dispose de potentialités prometteuses, lui permettant d'enregistrer un développement notable dans la production céréalière, avec un rendement atteignant 92 quintaux à l'hectare (Qx/ha) lors de la dernière saison agricole. De son côté, M. Belmir a indiqué que ces centres implantés dans les périmètres agricoles dédiés à cette filière stratégique, contribueront à protéger les récoltes contre les aléas climatiques, tout en accélérant la campagne moisson-battage et en réduisant les coûts de transport. Piloté par la direction des Equipements publics (DEP), ce projet a permis la création d'une centaine d'emplois au profit de la main-d'œuvre lo-



cale, a précisé le DSA. Pour sa part, le président de l'antenne de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Belkacem Maoua a mis en avant l'importance de ce projet, qui reflète, a-t-il dit, la volonté de

l'Etat d'assurer la sécurité alimentaire. La wilaya de Timimoun a bénéficié de neuf (9) centres de stockage de céréales, d'une capacité totale de 45.000 tonnes, a-t-on rappelé de même source.

TLEMCEN

Ensemencement de 2,45 millions d'alevins de poissons depuis début 2025

Quelque 2 millions et 450.000 alevins de poissons ont été ensemencés, dans la wilaya de Tlemcen, depuis le début de l'année en cours, selon le directeur local de la Pêche et de l'Aquaculture, M. Sahnoun Bouguebrine, qui a souligné à l'APS que ces alevins ont été introduits entre le 1er janvier et le début août dans huit cages flottantes situées dans des fermes aquacoles des communes

de Honaine et Dar Yaghmorasen. Cette opération devra permettre une production estimée à 860 tonnes de daurade royale et de loup de mer, selon la même source. Par ailleurs, la poursuite de l'ensemencement est prévue pour les mois d'août, septembre et octobre prochains, avec l'introduction de 3 millions et 150.000 alevins dans onze cages flottantes, réparties sur trois fermes aquacoles de la wilaya, avec un

objectif de 1.100 tonnes de production de daurade royale et de loup de mer. D'autre part, M. Bouguebrine a indiqué que, dans le cadre du programme d'aquaculture en eau douce, 21.600 alevins de tilapia ont été ensemencés, depuis le début de l'année, dans six bassins d'irrigation agricole, situés dans les communes de Hennaya, Seboud, Fellaoucene et El Fehoul, pour une production prévisionnelle de 8 tonnes de tila-

pia d'ici le mois du Ramadhan prochain. Enfin, la direction de la Pêche et de l'Aquaculture de Tlemcen prévoit la mise en service d'un nouveau projet d'aquaculture marine en 2026 dans la commune de Honaine, avec une capacité de production de 960 tonnes/an de daurade royale et de loup de mer. Ce projet est actuellement à un stade avancé d'acquisition des équipements, selon la même source.

CONTRÔLE DES PRATIQUES COMMERCIALES À TÉBESSA

Plus de 4.000 interventions effectuées au cours du mois de juillet

Les contrôleurs de la direction du commerce de la wilaya de Tébessa ont effectué, au cours de leurs sorties de terrain au mois de juillet dernier, 4.027 interventions dans le cadre du contrôle des pratiques commerciales et de la vérification du respect des conditions d'hygiène, a indiqué, samedi, le chargé de communication de cette direction, Zohir Berbiche. Le même responsable a précisé à l'APS que les services de la direction du commerce ont intensifié les sorties sur le terrain pour contrôler les commerçants de fruits et légumes, les boucheries commercialisant la viande blanche et rouge,

les fast-foods, les pâtisseries, les glaciers, etc. Les contrôles en question ont permis de constater 393 infractions liées, principalement, au non-respect des conditions d'hygiène, a ajouté M. Berbiche, précisant que sur les 380 procès-verbaux dressés, "plusieurs ont été transmis aux autorités judiciaires". Parallèlement, la direction du commerce de la wilaya de Tébessa "poursuit, en cette saison estivale propice à l'altération des produits alimentaires, sa campagne de sensibilisation et de prévention en coordination avec plusieurs secteurs concernés", sous le slogan "Ensemble pour un été sans in-

toxications alimentaires". Une campagne dont l'objectif consiste, selon le même responsable, à lutter contre toutes les formes de fraude et de pratiques illégales, et à préserver la santé et la sécurité des consommateurs. Les commerçants sont notamment contrôlés afin de s'assurer du respect des règles d'hygiène et des conditions de conservation et de stockage, a encore indiqué M. Berbiche, avant d'appeler les citoyens à "faire preuve de vigilance et de prudence" lors de leurs achats, en vérifiant les conditions de conservation et la date de péremption, et à signaler immédiatement tout abus ou infraction.

Se réinventer pour se préserver

Le présent est un dialogue entre le passé et l’avenir, l’accompli et l’inaccompli. Il réalise ce que de l’accompli le monde autorise comme nouvel accomplissement.

2^e partie

Par Arezki Derguini (*)

O n cède à la facilité, les armes disponibles épargnent de l’effort de penser le combat que l’on peut et doit emporter et ses armes qu’il faut inventer. On s’installe dans la paix et le confort de ses habitudes. Des habitudes dont on ne pense plus l’origine et pas l’avenir. On ignore les nouveaux visages de la guerre et on se dés-habitue du combat. On installe sa société dans la paix, on désarme ses combattants. Le développement n’est pas une guerre contre le sous-développement, la notion de guerre restant attachée au combat militaire. Et pourtant la guerre de la pauvreté et de la misère contre la société est sans pitié. Elle culmine dans des guerres civiles et militaires. Ne pas produire ses armes, c’est ne pas produire son combat, c’est accepter de livrer des combats qui ne sont pas les siens. C’est accepter le monopole des producteurs d’armes, c’est accepter de consommer des armes que d’autres produisent, c’est accepter le combat que ces armes imposent. Regardez les USA, l’Europe et l’Ukraine. Ces armes imposeront des combats de second rang. Construire les armes adaptées à son combat, c’est construire un champ de bataille où l’on peut emporter le combat. Le combat qu’il nous faut mener est le combat contre le danger qui nous menace. La fragmentation est le danger qui menace les sociétés qui ne veulent pas se soumettre aux besoins des puissances dominantes en déclin. Quand ce n’est pas la destruction pure. Mais combattre la fragmentation, ce n’est pas éradiquer des éléments de la fragmentation, c’est s’attaquer au processus, c’est remettre la société dans le cours du monde, car c’est le cours du monde qui fragmente les sociétés. Nous importons nos armes et espérons être les mieux armés pour emporter des combats alors que nous ne sommes bien armés que pour emporter les combats que les armes pourront nous autoriser. Il y a des producteurs d’armes qui ont besoin de consommateurs pour financer leur production et leur recherche-développement. Il faudra toujours des champs de bataille pour éprouver des armes, une domination, et financer une industrie. Des combattants et des armes juxtaposés ne peuvent emporter un combat. Un combat victorieux est un combat précis, des combattants précis et des armes précises où le combattant, son arme et le combat ne font qu’un. On ne remporte pas un combat avec les armes de l’adversaire si l’on n’a pas ses propres armes. Le combat de libération a emprunté des armes au colonisateur, mais ce ne sont pas elles qui ont décidé de l’issue du combat. Nous importons nos armes, comme nous importons nos institutions et caté-

gories de pensée. Ainsi de nos institutions civiles et militaires, de la catégorie de la guerre et de nos différentes abstractions. Nous prenons les choses de la manière dans laquelle les autres continueront de nos précéder, de nous instruire. De nos importations nous n’innovons pas, de ce fait, nous ne pouvons que mal sous-traiter. Nous adaptons leur production à notre consommation que nous avons séparée de notre production. Nous consommons pour consommer. Nous oublions ce pourquoi nous importons, la performance que nous attendons. Nous traitons nos importations par ce que nous croyons être notre manière, toujours en dessous de la performance prétendue. Une manière que l’on refuse d’interroger. Innover, c’est penser autrement, c’est imiter pour différer au-delà de l’imitation et non en deçà. C’est performer ses habitudes. Être souverain, c’est être le sujet de ses habitudes et non leur objet. Nous importons nos armes et espérons être les mieux armés parce que nous espérons de nos richesses acheter les armes les plus chères. Mais de quoi et de qui tenons-nous nos richesses ? Nous hypothéquons en fait l’avenir et sacrifions ainsi la jeunesse sur la foi de laquelle nous comptons. Nous avons appris à mal consommer, le consommateur ne s’est pas préoccupé de sa consommation productive. Nous nous sommes laissé submerger par la production du monde. Nous avons échoué à la contenir par une politique d’import-substitution. Nous en sommes réduits à négocier nos marchés de consommation. Nous nageons dans cette production de consommation. Le capital est l’arme de la compétition économique. Un produit quelconque peut être une arme, on parle de technologie duale. En fait tout produit est un capital, une arme. La dualité tient de la séparation des champs du militaire et du civil. Les produits circulent entre les champs et se transforment de produits civils en armes, des téléphones se transforment en espions ou en explosifs. Leur usage construit ou détruit une production. Le produit que nous consommons est une arme qui nous affaiblit et nous renforce, qui nous affaiblit plus qu’elle nous renforce ou nous renforce plus qu’elle nous affaiblit. Tout produit est un poison et un remède. Le produit chinois a soutenu la consommation de masse américaine tant que l’économie américaine restait la plus innovatrice. Il l’a affaiblie dès que le produit chinois disputait à l’économie américaine l’innovation.

Discontinuités de l’expérience sociale

Deux discontinuités de l’expérience sociale minent la cohésion de la société. On peut parler de discontinuité institutionnelle. La première concerne la production, le mouvement d’abstraction du travail et la seconde le « marché », la libération sociale. La formation nationale à son émer-

gence mondiale a été associée à la formation de classes. Ce sont les classes sociales qui ont unifié l’espace social, l’espace des positions et des dispositions sociales. Tout l’espace social a été couvert par la différenciation de classes. Cette formation de classes remonte à la division fondamentale de la société entre guerriers et paysans, guerriers propriétaires et paysans sans terres. L’arme était la force, le capital ; elle soumettait humains et non-humains. La subsistance de la petite propriété est marginale, son intégration à la société de classes s’effectuera par le marché dominé par les grands propriétaires. Elle représente quelque chose comme le travail à domicile au temps des premières manufactures capitalistes. De la société féodale et sa tripartition (ceux qui portent les armes, ceux qui prient et ceux qui travaillent), on est passé à la société capitaliste où ceux qui prient ont été remplacés par ceux qui savent, la Science ayant pris la place de l’Église. Le capital est devenu l’arme, la société s’est simplifiée pour mieux se complexifier : prolétaires sans capitaux et propriétaires de capitaux. La propriété : l’héritage précolonial et colonial. À l’indépendance politique, le modèle social de classes hérité des sociétés européennes est récusé par l’adoption du socialisme, mais plus fondamentalement par la société par défaut d’alternatives à la société de classes. La différenciation de classes, projet avorté de la société coloniale[4], ne sera pas la dynamique sociale adoptée, mais la société ne se donnera pas sa propre dynamique de différenciation. On aura une propriété publique et une indifférenciation sociale relative ou plus exactement une différenciation sociale autour de l’accès à cette propriété publique. Avec l’échec socialiste, le libéralisme ne triomphe pas, mais un nouveau modèle social n’émerge pas non plus. Une privatisation rampante de la propriété publique succède aux nationalisations de la propriété. Persiste, malgré la nouvelle différenciation sociale, comme le tabou de la propriété privée exclusive, apparentée à l’expropriation coloniale. La propriété privée exclusive s’apparentera à du vol, plus ou moins légitime, de la propriété publique. D’où les campagnes contre la corruption à chaque alternance de pouvoir. Si des ruines de la propriété tribale n’a pas émergé une propriété privée exclusive du fait de l’échec de la colonisation, puis du fait du rejet d’une propriété privée qui se substituerait à la propriété coloniale, il ne s’en est pas suivi pour autant une appropriation privée légitime de la propriété publique pour se transformer en propriété formelle. Une propriété privée comme résultat d’une appropriation efficace et non parasitaire de la propriété publique n’a pas été retenue comme objectif politique. Une appropriation privée de la propriété collective par la force ayant

été combattue par la guerre de libération, une appropriation privée de la propriété publique par le travail n’a pas pris le relais. On est comme en présence d’une dynamique sociale contrariée. De la société libérale nous devons apprendre qu’acheter un produit c’est valider un travail. La liberté d’échanger qui validera un travail étranger ne fera pas une société libérale. Mais il faut aussi noter que cette validation ne peut pas être arbitrairement attribuée, elle est attribuée au travail en mesure de se défendre parmi les travaux qui lui disputent la place sur le marché. Et comme le marché domestique ne peut plus être simplement domestique, ce travail doit se mesurer au travail mondial. Le rapport qualité-prix du travail, comme on le dit du produit, est donc décisif. La compétition sociale doit être dans la compétition mondiale. L’histoire qui marque l’inconscient collectif a rendu impossible une société de classes en Algérie, celle-ci a laissé passer sa chance avec la colonisation. Il n’y a pas eu ici d’aristocratie étrangère pour se transformer en classe dominante. Les colons auront des descendants indigènes, il y aura des féodaux qui s’ignorent plus ou moins, mais pas de féodalité dont pourrait naître un capitalisme. Le privé ne viendra pas à bout du collectif, les « enclosures » ne viendront pas à bout de la propriété collective, comme ce fut le cas en Europe. Les rapports entre le collectif, le public et le privé en Algérie demandent d’être autrement pensés. Pour l’heure ils sont dans la confusion dont certains s’efforcent de profiter, mais pas pour l’éternité. Il faut donner un corps à la société, un cœur. Il faut redonner une certaine cohérence aux formes de propriété privée, collective et publique. C’est le travail qui légitime la propriété, mais c’est la conquête qui a été à son origine. En Algérie ce ne sera pas la conquête. Au départ la société n’est pas séparée de la propriété, la propriété collective alors domine. En Angleterre, le mouvement des enclosures met fin à l’appropriation collective[5]. Dans les hautes plaines de l’Est algérien, le forage (la motopompe), les arbres et le maraîchage rompent la complémentarité de la céréaliculture et de l’élevage. Les enclosures émergent. Avec le mouvement d’abstraction et de différenciation du travail, la propriété se scinde. La propriété collective s’engage dans un processus de privatisation légitime résultant d’une appropriation productive différenciée à laquelle se soumet le milieu social.

(A suivre)

Notes

[4] Les communistes qui ont forgé la notion de nation en formation en appelaient à la classe ouvrière de la société de classes. Tout se passe comme si pour abolir la société de classes, il fallait d’abord la créer.
[5] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Enclosure>

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TURQUIE -SYRIE
**Signature de dix
mémoires
d'entente
économiques et
commerciaux**

La Turquie et la Syrie ont paraphé aujourd'hui dix mémorandums d'entente entre leurs principales institutions économiques et commerciales, à l'occasion d'une table ronde organisée au siège du Conseil turc des relations économiques étrangères (DEİK). Parmi ces accords figurent celui signé entre le Conseil d'affaires turco-syrien et son homologue syrien-turc, ainsi que plusieurs partenariats associant le DEİK aux chambres de commerce de Damas, d'Alep, de Lattaquié et de Hama. Le DEİK a également conclu un protocole avec la Chambre de l'industrie d'Alep, tandis que la Chambre de commerce d'Istanbul a formalisé un accord avec celle de Damas. Par ailleurs, l'Union des exportateurs de céréales, de légumineuses et de produits oléagineux du Sud-Est anatolien a noué des partenariats avec les chambres de commerce de Damas et d'Alep. Enfin, la Chambre de commerce et d'industrie de Cizre (province de Şırnak) a signé un mémorandum avec la Chambre de commerce d'Alep. Ces signatures interviennent un jour après la conclusion, en présence d'Ömer Bolat, ministre turc du Commerce, et de Nidal al-Shaar, ministre syrien de l'Économie et de l'Industrie, d'un protocole instituant une commission mixte économique et commerciale bilatérale.

QATAR
**Fitch confirme la
note A de Qatar
Islamic Bank avec
perspective stable**

L'agence Fitch Ratings a maintenu la note de crédit de Qatar Islamic Bank (société anonyme cotée au Qatar) à « A », assortie d'une perspective stable. Dans un communiqué publié sur le site de la Bourse du Qatar, l'établissement a fait état d'un bénéfice net en hausse de 5,3 % au premier semestre 2025, à 2,175 milliards de riyals qatari, contre 2,065 milliards sur la même période en 2024. Le bénéfice par action s'est établi à 0,92 rial qatari au 30 juin 2025, contre 0,87 rial à la clôture du premier semestre de l'année précédente.

TUNISIE

Vers une approche accélérant la coopération interafricaine

La réussite de la Tunisie dans le paysage économique et commercial africain remodelé repose sur une stratégie d'intégration progressive et une politique d'échange tournée vers la qualité et l'innovation.

Les opportunités offertes, à cet effet, pour fluidifier les échanges ouvrent la voie à une insertion plus profonde de la Tunisie dans le tissu économique africain. Par ailleurs, l'interconnexion avec plusieurs zones actives au continent favorise un élargissement des partenariats au-delà des frontières traditionnelles tunisiennes.

Renforcer la place de la Tunisie

Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a pris part, cette semaine, à une réception organisée par le Tunisia-Africa Business Council (TABC), en l'honneur des chefs des missions diplomatiques tunisiennes à l'étranger, en présence d'un groupe d'Ambassadeurs africains accrédités en Tunisie ainsi que de plusieurs hommes d'affaires tunisiens actifs en Afrique. Lors de son allocution prononcée à cette occasion, le Ministre a salué l'initiative d'organiser cet événement, soulignant l'engagement du Ministère, de ses services et des missions diplomatiques tunisiennes à l'étranger de soutenir et d'accompagner toutes les structures de soutien à l'économie, d'accompagner les femmes et hommes d'affaires tunisiens, dans les opérations d'exploration des opportunités économiques disponibles à travers le monde. Ceci tient à une conviction du Ministère que les dimensions économiques, culturelles et sociales ont besoin, plus que jamais, d'instruments efficaces et opportuns permettant le soutien à l'économie nationale, la promotion de la destination touristique tunisienne, la multiplication des in-

vestissements, l'ouverture de nouveaux marchés pour les produits tunisiens et la promotion des opportunités offertes par le climat des affaires en Tunisie. Le responsable a souligné que ceci nécessite une approche nouvelle et innovante pour accélérer le rythme de la coopération entre les pays africains, en capitalisant notamment sur les opportunités offertes par l'adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ainsi qu'au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en tant que mécanismes efficaces pour réaliser l'intégration économique souhaitée dans l'espace africain.

Un soutien concrétisé

De son côté, le Président du Tunisia-Africa Business Council, Anis Jaziri, a salué le soutien continu dont bénéficie le Conseil de la part du Ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger ainsi que des missions diplomatiques tunisiennes à l'étranger, soutien concrétisé notamment par la contribution à l'organisation des éditions annuelles du Forum International de Financement de l'Investissement et du Commerce en Afrique (FITA). À cette occasion, les composantes de l'initiative «Le Consortium Tunisien pour le Développement Africain» (Tunisia Consortium for African Development-TUCAD), ont été présentées, une initiative qui regroupe des entreprises tunisiennes spécialisées dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'énergie et les transports, désireuses de s'implanter sur les marchés africains à travers la concrétisa-

tion d'un programme de travail et différentes activités en coordination avec les services du Ministère des affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, et ses missions diplomatiques.

Présence tunisienne visible

La Tunisie bénéficie pleinement de l'ouverture des frontières économiques africaines. Grâce à la ZLECAF, le pays a réussi à optimiser sa balance commerciale intra-africaine, participant activement à la baisse du déficit enregistré dans cette zone. En renforçant ses exportations vers les marchés africains, notamment dans les secteurs manufacturiers et agroalimentaires, la Tunisie accroît son influence commerciale et consolide ses liens économiques avec ses partenaires africains. L'expérience tunisienne illustre la capacité de certains pays africains à tirer parti des mécanismes continentaux en faveur d'un commerce plus équilibré. En capitalisant sur cette dynamique, la Tunisie pourrait renforcer son rôle d'acteur commercial influent et contribuer au développement économique plus harmonieux de l'Afrique. L'intégration économique africaine affiche des progrès notables avec une réduction significative du déficit commercial et une augmentation des excédents au sein des grandes zones d'échanges du continent. La Tunisie, par sa position stratégique et son engagement dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) ainsi que dans les échanges avec la Communauté de l'Afrique orientale et australe (COMESA), se distingue comme un acteur clé dans cette évolution.

EGYPTE-TURQUIE

Al-Sissi appelle à renforcer la coopération économique

Le président Abdel Fattah Al-Sissi s'est entretenu samedi 9 août avec le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, afin de discuter — entre autres — de la nécessité de renforcer la coopération économique entre l'Égypte et la Turquie, d'après un communiqué officiel publié le même jour. La réunion entre Al-Sissi et le ministre turc s'est tenue en présence du ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty. Au cours de la réunion, Fidan a souligné l'importance de continuer à renforcer les relations bilatérales entre l'Égypte et la Turquie.

Le président Al-Sissi a d'ailleurs souligné l'évolution positive de ces relations, notamment après la signature de la déclaration conjointe en février 2024. Cette dernière visait à réactiver les réunions du Conseil de coopération stratégique de haut niveau et à les élever au niveau des chefs d'État des deux pays, explique le communiqué. De plus, selon le même communiqué, « la réunion a été marquée par la volonté commune de renforcer la coopération économique entre l'Égypte et la Turquie, se donnant pour objectif d'atteindre un volume d'échanges de 15 milliards de dol-

lars, conformément à ce qui a été convenu lors de la visite du président Al-Sissi à Ankara en septembre 2024. » Parmi les autres dossiers, la question de la participation des entreprises turques aux projets d'investissement égyptiens a également été discutée, d'après le communiqué. A noter que le président turc Erdogan s'était rendu au Caire le 14 février 2024 après une décennie de tensions entre les 2 pays, marquant une nouvelle phase dans la normalisation des échanges entre Le Caire et Ankara. Lors de cette rencontre du 14 fé-

vrier 2024, Hakan Fidan avait déclaré que « les investissements turcs en Égypte atteignent 3 milliards de dollars et le volume du commerce actuel entre les deux pays est de 8 milliards de dollars. » Il était alors déjà question d'atteindre l'objectif de 15 milliards de dollars à travers « l'élargissement de l'accord de libre-échange, la reprise de l'embargo maritime et le renforcement des relations dans le domaine des industries de défense, en plus de la coopération dans le domaine de l'énergie, du gaz naturel liquéfié et de l'énergie nucléaire », avait expliqué Fidan.

POUR UNE RÉPONSE HUMANITAIRE D'URGENCE DANS LE HODH CHARGUI ET LE GUIDIMAKHA MAURITANIE

Cinq millions de dollars du CERF

Le Système des Nations Unies en Mauritanie, en partenariat avec le Gouvernement mauritanien, annonce le lancement officiel de six initiatives financées par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) dans le cadre de l'allocation pour les urgences sous-financées (Underfunded Emergencies 2025). Cette allocation, d'un montant de 5 millions de dollars (200 millions MRU), vise à

répondre aux besoins les plus urgents des communautés hôtes, réfugiés et retournés dans les régions du Hodh Chargui et du Guidimakha. L'exacerbation de l'insécurité dans la zone transfrontalière avec le Mali a entraîné d'importants mouvements de populations vers le Hodh Chargui, qui accueille actuellement plus de 300 000 réfugiés. Parmi eux, environ 173 000 ont trouvé refuge hors camp au sein des com-

munités hôtes, accentuant la pression sur les services et les ressources locales, telle que l'eau déjà limitées. Depuis avril 2025, 5 625 retournés mauritaniens ont rejoint la Mauritanie pourtant leur nombre total à 38 000. La majorité des réfugiés Maliens et retournés Mauritaniens sont des femmes et des enfants (83 %) vivant dans des conditions de vulnérabilité, souvent sans accès à un abri adéquat, à des soins de

santé ou à une alimentation suffisante. La couverture sanitaire dans la région, y compris en matière de santé reproductive, demeure insuffisante, avec seulement 50 % des besoins couverts en raison de facteurs structurels et contextuels. En 2025, la situation s'est aggravée avec une épidémie de diphtérie, dont 80 % des cas signalés au niveau national sont concentrés dans le Hodh Chargui.

TCHAD

L’Etat face au défi de la diversification des débouchés portuaires

Les pays enclavés comme le Tchad font face à un déséquilibre des possibilités en matière de flux commerciaux, avec des défis de transport et de logistique accrus en raison de leur handicap géographique. Alors que ces contraintes s’amplifient avec sa principale passerelle d’approvisionnement, le Cameroun, N’Djamena cherche à diversifier ses options.

Du Caire à Cotonou en passant par Malabo, le Tchad multiplie les démarches auprès de plusieurs pays côtiers dans ce que d’aucuns interprètent comme une quête de débouchés portuaires optimaux. Après la signature en décembre 2024 d’un accord sur le transit de marchandises via les ports de Guinée équatoriale, des initiatives similaires semblent se préparer avec le Bénin et l’Égypte. La récente visite d’une délégation du Conseil des chargeurs du Tchad (COC-TCHAD) au Bénin aurait permis selon plusieurs observateurs d’engager des discussions en ce sens. En Égypte, les avancées sont plus concrètes avec le lancement de la construction d’un corridor destiné à relier les deux pays via la Libye. Selon le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, la route comprendra trois tronçons : le premier de 400 km jusqu’à la frontière libyenne, le deuxième de 390 km couvrant le territoire libyen, et le dernier de 930 km reliant la frontière tcha-

dienne à la localité d’Ibsha, en passant par la ville d’Am Jiras.

Des goulots d’étranglement sur l’axe Douala - N’Djamena

En raison de la proximité géographique, le port de Douala traite une grande partie des importations annuelles du Tchad (environ 80% en 2020). Mais en plus des contraintes internes (congestion, lenteur administrative, etc.), cette fonction stratégique est mise à mal pendant les phases de pré et post-acheminement par un certain nombre d’obstacles, entre autres la prolifération des postes de contrôle, le rançonnement policier ainsi que les défis sécuritaires dans le Nord du Cameroun avec la présence du groupe terroriste Boko Haram. Selon l’Observatoire des Pratiques Anormales financé par l’Union européenne, pas moins de 57 postes de contrôle jalonnent le corridor Douala - N’Djamena, avec un poste tous les 18 km en moyenne en territoire camerounais, contre un seul au

Tchad. Cette situation entraîne des coûts supplémentaires considérables pour les transporteurs, estimés à 225 000 FCFA (environ 400 USD) par navette. De cela résultent aussi des paiements illicites évalués à 175 milliards FCFA par an, généralement perçus par les agents de police, de gendarmerie, de douane ou encore par les agents de la sécurité routière.

Les démarches du Cameroun

Le port de Douala multiplie les initiatives pour conserver la clientèle des chargeurs tchadiens, tant en termes de réformes procédurales que d’infrastructures. Parmi les plus récentes figure la signature en avril dernier, d’un protocole d’accord avec le Conseil des chargeurs du Tchad, pour simplifier les procédures portuaires et améliorer la fluidité des opérations de transit. L’inauguration en mai du pont sur le Logone, construit avec le soutien de la Banque africaine de développement (BAD), vient ren-

forcer les possibilités de franchissement entre les deux pays. À cela s’ajoute le projet de corridor ferroviaire entre les deux villes, soutenu par les Émirats arabes unis qui ont signé également en mai, un protocole d’accord pour en financer la construction. Les effets de ces réformes tardent néanmoins à se concrétiser sur le terrain.

Des défis logistiques et sécuritaires pour le Tchad

La mise en œuvre des alternatives envisagées par le Tchad se heurte toutefois à plusieurs obstacles. Ces difficultés tiennent notamment de l’éloignement géographique qui gonfle les coûts logistiques. Quelle que soit l’option retenue, le Tchad devra obligatoirement traverser le territoire d’un pays tiers pour accéder aux ports ciblés. L’accès à la Guinée équatoriale nécessite par exemple un passage par le Cameroun, tandis que pour le Bénin, il faut transiter soit par le Nigeria, soit par le Niger.

Quant à l’Égypte, il faudra passer par le Soudan ou la Libye. Ces corridors exigeront la conclusion préalable d’accords avec les pays intermédiaires. À cela s’ajoutent les contraintes sécuritaires dans certaines zones de transit, notamment en Libye et dans la région sahélienne, qui compromettent la fiabilité des itinéraires. Le Soudan se présenterait comme la meilleure alternative au port de Douala en raison de sa position géographique avantageuse, si l’instabilité sécuritaire dans ce pays ne compromettait pas cette option pour les transporteurs. Une problématique généralisée pour les 16 pays africains enclavés Le cas tchadien soulève une problématique globalement partagée par les 15 autres États enclavés d’Afrique que sont l’Éthiopie, le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, Eswatini, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Niger, le Rwanda, le Soudan du Sud, l’Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

FACE À L’ESSOR DES FIBRES SYNTHÉTIQUES

Les pays africains gagneraient à miser sur la transformation domestique de coton

Le commerce mondial des fibres est en plein essor depuis près de 30 ans. Toutefois le coton a reculé au profit des fibres de synthèse comme le polyester. Une situation qui conduit à s’interroger sur la situation de plusieurs pays africains limités à l’exportation à l’état brut de l’or blanc. Les pays en développement notamment ceux situés sur le continent africain possédant un avantage comparatif dans l’offre de coton ont tout intérêt à miser sur la transformation domestique dans les prochaines années. C’est ce qu’estime le rapport « Trends in natural and man-made fibres trade » publié par la CNUCED au début du mois de juillet.

D’après l’organisme onusien, il s’agirait d’un choix stratégique qui permettrait au continent de s’adapter à la nouvelle configuration de l’industrie mondiale des fibres. En effet, les fibres artificielles ont supplanté le coton en 2023 représentant désormais près des trois quarts de la production mondiale de fibres (contre 45 % en 1996) tandis que le coton est tombé à environ un cinquième de la part de marché. En outre, ces fibres artificielles dominent également le commerce des fils et des tissus avec et 65 à 70 % de la valeur échangée dans ces catégories. Face à ce basculement, le rapport estime que les pays africains gagneraient à aller au-delà de

l’exportation de matières premières brutes d’autant plus que l’or blanc continuera de subir la forte concurrence des fibres synthétiques qui sont moins chères (polyester en tête) et que les marges pourraient être encore plus fortement réduites à l’export. De fait, il y aura un enjeu majeur pour les fournisseurs africains à pouvoir s’appuyer sur le filage et la confection domestique pour générer des emplois locaux et augmenter la valeur générée par les exportations de coton. Selon la CNUCED, des politiques de développement de l’appareil productif seront ainsi déterminantes pour un essor de l’industrie textile. Parmi les interventions pouvant soutenir la

transformation locale des fibres, figurent des incitations ciblées à l’investissement privé, le développement des infrastructures à travers l’amélioration de l’accès à l’énergie et de la logistique ainsi que des programmes de renforcement des compétences pour accroître l’expertise locale en transformation des fibres et en production de textiles. Il faut noter que sur le continent africain, l’industrie du textile et de la confection se développe progressivement dans des pays tels que l’Éthiopie et le Bénin, où ce segment utilise du coton produit localement, soutenu par les flux d’investissements directs étrangers et les incitations gouvernementales.

CONGO-ANGOLA

Vers la réduction des interférences des communications dans les zones frontalières

À l’issue de trois journées d’intenses travaux techniques, les Régulateurs des communications électroniques de la République du Congo et de la République d’Angola ont franchi une étape décisive dans la coopération bilatérale en matière de gestion du spectre de fréquences radioélectriques. Du 5 au 7 août 2025, la ville de Pointe-Noire (République du Congo) a abrité une réunion conjointe des experts de l’Agence de Régulation des Postes et des Communications Électroniques (ARPCE) et de l’Institut Angolais des Communications (INACOM), ayant abouti à la validation du projet d’accord de coordination des fréquences aux frontières communes, longues de 231 kilomètres. En effet, cette initiative répond à l’urgence de prévenir les problèmes d’interférences mutuelles qui dégradent fortement la qualité de services des réseaux, de la couverture intentionnelle qui occa-

sionnent le roaming accidentel et aussi de permettre un accès équitable aux ressources spectrales dans les zones frontalières. Grâce à cet accord, les bases techniques sont désormais posées pour assurer une meilleure qualité de service aux populations riveraines, tout en renforçant la souveraineté spectrale de chaque État. Les travaux ont réuni, aux côtés des représentants des deux régulateurs, les opérateurs MTN, Airtel, Congo Telecom (pour le Congo) et Unitel (pour l’Angola). Une visite sur le terrain à Tchiamba-Nzassi (Congo) et à Massabi (Angola) a permis d’identifier des zones de débordement de couverture réseau de constater l’existence des points de vente non autorisés des produits et services des opérateurs du Congo au-delà de la frontière. Au plan technique, les délégations ont arrêté les paramètres de coordination pour sept bandes de fréquences, allant de

700 MHz à 3500 MHz, et adopté un ensemble de dispositions contraignantes, notamment : la limitation de la couverture à 1000 mètres au-delà des frontières, l’interdiction d’antennes omnidirectionnelles dans les zones de proximité et le démantèlement des points de vente irréguliers. A ce titre, ces dispositions seront notifiées aux opérateurs sous 30 jours. Ces derniers disposeront de 60 jours à compter de la notification pour mettre en œuvre les correctifs. Ce projet d’accord, techniquement validé, sera formellement signé dans les prochaines semaines par les plus hautes autorités des deux institutions, M. Louis Marc SAKALA pour l’ARPCE et M. Joaquim Domingos MUHOGO, pour l’INACOM. Il sied de souligner que cet accord avec l’Angola vient renforcer la stratégie régionale de coordination du spectre impulsée par l’ARPCE. Il s’inscrit dans la continuité des accords bilatéraux précédem-

ment conclus avec : l’Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications (ARPTC) de la République Démocratique du Congo, en 2021 et l’Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) du Gabon, en 2023. À travers ces partenariats structurants, l’ARPCE se positionne comme un acteur majeur, en matière gestion concertée des fréquences, au niveau de la sous-région, conformément aux recommandations de l’Union Internationale des Télécommunications (UIT). Dans le prolongement de ces avancées, des échanges sont déjà engagés avec l’Agence de Régulation des Télécommunications du Cameroun (ART) en vue d’un quatrième accord bilatéral de coordination du spectre. L’ARPCE entend ainsi poursuivre son action en faveur d’un espace numérique harmonisé, sécurisé et performant au sein de la sous-région Afrique centrale.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Un peu de répit pour les investisseurs ?

Semaine positive pour les places financières européennes. Les bons résultats d'entreprises ont pris le dessus sur l'entrée en vigueur des droits de douane réciproques. Les investisseurs attendent encore de connaître le contenu précis des accords commerciaux. Wall Street, de son côté, consolide, après les nombreux records des dernières semaines.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Aster Labs +36,75 % : le fabricant de puces a annoncé un chiffre d'affaires et un BPA dépassant largement les prévisions , avec une croissance des ventes de 150% et une hausse des bénéfices de 238% sur un an. Il a également publié des prévisions pour le troisième trimestre supérieures au consensus, citant une forte demande pour ses solutions de connectivité destinées à l'IA et aux centres de données cloud. Shopify +26,15 % : l'action de a grimpé après que son chiffre d'affaires du deuxième trimestre a augmenté de 31%. L'entreprise a publié de solides prévisions pour le troisième trimestre, indiquant que l'impact attendu des tarifs douaniers ne s'est jamais matérialisé, tout en soulignant l'accélération de la demande, la hausse des prix pratiqués par les commerçants et l'adoption croissante de ses nouveaux outils de commerce alimentés par l'IA. Fresnillo +19,03 % : le groupe minier poursuit en 2025 une trajectoire spectaculaire, avec un bénéfice quintuplé sur le semestre. Il profite de la hausse des prix des métaux et de la dépréciation du peso, devise du Mexique, où sont situées ses mines. Diageo +10,92 %: le producteur de boissons alcoolisées a rassuré le marché avec ses résultats annuels. Sa stratégie apparaît désormais plus lisible, sans incertitudes sur la direction et avec la fin des révisions négatives. Bechtle +18,46 % : le groupe allemand spécialisé dans la distribution de matériel et de solutions informatiques retrouve enfin le chemin des bonnes nouvelles. Après quatre exercices sans croissance, la direction est de nouveau confiante en l'avenir grâce à la reprise de la demande privée et aux investissements publics.

Flops
Beiersdorf -6,98 % : le groupe allemand de biens de consommation a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025 soulignant un ralentissement dans le marché des soins de la peau. The Trade Desk -37 % : la société a publié des prévisions de chiffre d'affaires d'au moins 717 MUSD pour le troisième trimestre, laissant entrevoir un ralentissement de la croissance, et ce malgré des résultats du deuxième trimestre supérieurs aux attentes. Le PDG, Jeff Green, a évoqué l'incertitude liée aux tarifs douaniers qui pèse sur les grands annonceurs. Figma -35,98 %: L'action a reculé de 35% cette semaine, effaçant une partie de la flambée post-introduction en Bourse de la semaine dernière, qui avait plus que triplé le prix d'offre initial de 33 dollars. Cette baisse intervient malgré des attentes de croissance de 40% du chiffre d'affaires au deuxième trimestre sur un an et une valorisation de 56 MdsUSD, soit près du triple de l'offre de rachat avortée d'Adobe en 2022. Rheinmetall -5,1 % : les résultats du deuxième trimestre sont légèrement inférieurs aux attentes, en raison du retard dans l'attribution de contrats pour le ministère de la défense allemand. Après avoir plus que doublé depuis janvier, Rheinmetall n'a plus droit à l'erreur. Bayer -8,55 % : après avoir relevé ses pré-

visions la semaine dernière, le groupe pharmaceutique et agrochimique a publié des résultats semestriels mitigés. l'analyse détaillée déçoit et la baisse de cette semaine efface une partie du rebond accumulé depuis le début de l'année. Sandoz +1,2 % : l'ex filiale de Novartis continue de faire mieux que ses concurrents. L'activité des biosimilaires (30% du chiffre d'affaires) continue d'être très dynamique tandis que les génériques font une bonne résistance dans un marché qui reprend vie. Les perspectives et la visibilité sont excellentes et la stratégie des dirigeants est appréciée des actionnaires.

Matières premières
Energie : Le bilan est sans appel : -4,40% pour le WTI, -3,80% pour le Brent, les prix du pétrole ont décroché cette semaine. Le pétrole reste sous pression en raison de l'inquiétude croissante des investisseurs face aux nouveaux tarifs douaniers imposés par les États-Unis à divers partenaires commerciaux. Ces mesures, entrées en vigueur jeudi, ravivent les craintes d'un ralentissement économique mondial, ce qui pourrait réduire la demande de pétrole brut. Par ailleurs, la récente décision de l'OPEP+ a accru la pression sur les prix. Le groupe a décidé d'avancer la levée de ses réductions de production, une mesure censée injecter plus de 2,2 millions de barils par jour sur le marché d'ici septembre. Sur le plan géopolitique, une rencontre entre les présidents Trump et Poutine est prévue. Celle-ci pourrait avoir une influence sur les sanctions américaines contre la Russie et les achats de pétrole par des pays comme l'Inde et la Chine. Les nouveaux tarifs américains visent également ces deux principaux acheteurs de pétrole russe, menaçant leurs importations futures, ce qui ajoute de l'incertitude sur le marché. Malgré cette zone d'ombre, la demande estivale élevée continue de contrebalancer la pression vendeuse. Les stocks de pétrole aux États-Unis ont diminué de 3 millions de barils la semaine dernière, signifiant une consommation en hausse. Enfin, la possible réduction des achats de pétrole russe par l'Inde sous la pression américaine pourrait intensifier la demande pour d'autres sources, notamment du Moyen-Orient. Métaux : Le prix du cuivre s'est redressé à Londres sous l'effet de deux dynamiques majeures : des anticipations de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et des problèmes d'offre au Chili. Les investisseurs ont également tourné leur attention vers les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, avec des signes d'apaisement susceptibles de stimuler la demande future en métaux. Au LME, le cuivre s'échange autour de 9684 USD (prix spot). L'or reste bien orienté et bénéficie pleinement des anticipations de baisses des taux de la Fed, en plus d'être perçu comme un investissement défensif dans un contexte de ralentissement économique. Pour acheter une once d'or, il faut désormais débours 3400 USD. Produits agricoles : Blé, maïs, soja ont entamé un rebond technique à Chicago après avoir atteint des niveaux historiquement bas. Les prix bas, justement, stimulent la demande mondiale, ce qui se tra-

duit par une hausse des exportations américaines. Le blé a ainsi rebondi à 520 cents (contrat septembre 2025), le maïs s'échange en hausse à 406 cents (contrat décembre 2025).

Macroéconomie
Macro : Manifestement, les investisseurs ont pris leurs quartiers d'été et ceux qui assurent la permanence font preuve de sang-froid. Ni l'entrée en vigueur des droits de douane, ni les révisions en baisse des créations d'emplois n'ont réussi à faire dérailler le train de la hausse. Comme le dit un célèbre dicton, "the market climbs a wall of worry" ce qui par essence est la caractéristique d'un marché haussier. Même si les raisons de se faire peur (et justifier ainsi de ne pas être investi) sont nombreuses, les résultats des entreprises sont globalement meilleurs qu'attendus et alimentent la hausse. Il convient toutefois d'être sélectif dans ses véhicules d'investissements, tant les disparités sont importantes. La semaine prochaine sera marquée par la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis. Le consensus table sur une progression limitée de 0.1 point à +2.8% sur un an glissant. Comme de coutume, plus que le chiffre en tant que tel, nous vous invitons surtout à scruter la réaction sur les différents benchmark (S&P 500, 10Y US, dollar et or) afin de mieux comprendre la narration actuelle.

Crypto
Le bitcoin progresse de +2% cette se-

maine et se retrouve autour des 116 500 dollars. L'ether, deuxième crypto du marché en termes de valorisation, s'envole de +12% et flirte désormais avec les 4 000 dollars, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis fin 2024. Le secteur est porté (encore et encore) par Trump cette semaine. Le président américain a signé un décret qui autorise l'investissement d'actifs alternatifs (private equity, immobilier non coté, cryptomonnaies) dans les plans de retraite 401(k), jusque-là limités aux marchés traditionnels. L'objectif : offrir plus de diversification et de rendement aux 90 millions d'Américains qui possèdent un 401(k), tout en stimulant le capital-investissement et l'adoption crypto. Mais cette ouverture comporte des risques : volatilité, frais élevés, faible liquidité et complexité juridique. Appuyée par les géants financiers et l'industrie crypto, la mesure pourrait transformer l'épargne de 9 000 MdsUSD, mais son succès dépendra de l'adhésion des gestionnaires. Après plusieurs semaines intenses de résultats d'entreprises, de statistiques macro, et de réunions de banques centrales, l'agenda commencera à nettement s'alléger la semaine prochaine. Côté micro, quelques publications animeront les séances : Cisco, Tencent, Applied Materials, ou encore Adyen. Les marchés surveilleront surtout les chiffres d'inflation aux Etats-Unis. Les économistes s'attendent à ce que l'inflation poursuive sa remontée, à mesure que les droits de douane entrent en vigueur et que les entreprises renouvellent leur stock.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 07 Août 2025 Valeur : 11 Août 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7342	129.7492
1	EUR	EURO		151.4647	151.5081
1	GBP	POUND STERLING		173.5110	173.6007
100	JPY	JAPANESE YEN		88.4290	88.4453
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0746	18.0772
1	CHF	SWISS FRANC		161.1805	161.2192
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.5171	94.5349
1	DKK	DANISH KRONE		20.3148	20.3225
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5262	13.5313
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7510	12.7557
1	AED	UAE DIRHAM		35.3191	35.3271
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5691	34.5758
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6619	424.8500
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8786	44.3196
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2944	14.2960
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.7931	23.9151
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2491	3.2592
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.9253	176.9253

ÉTATS-UNIS

Une responsable de la Fed favorable à trois baisses des taux d'intérêt d'ici fin décembre

Une responsable de la Réserve fédérale (Fed), qui s'est opposée récemment au statu quo sur les taux d'intérêt américains, estime samedi que l'institution monétaire devrait être «proactive» pour préserver l'emploi aux États-Unis et baisser les taux trois fois dans les mois à venir. «Une approche proactive (...) permettrait d'éviter une dégradation supplémentaire des conditions du marché du travail», affirme Michelle Bowman dans un discours devant être prononcé dans le Colorado, selon le texte communiqué à l'avance à des journalistes.

Elle ajoute qu'elle prévoit toujours trois baisses des taux de la Fed pour 2025, sachant qu'aucune n'a encore eu lieu et qu'il reste trois réunions programmées d'ici la fin de l'année. Vice-présidente de la banque centrale des États-Unis, chargée de la régulation bancaire, Michelle Bowman s'est distinguée la semaine dernière en s'opposant à la majorité de ses collègues lors de la réunion de politique monétaire. Le gouverneur Christopher Waller a aussi voté contre la décision de laisser les taux

d'intérêt inchangés pour la cinquième fois de suite.

Des risques pesant sur l'emploi

Tous deux, qui ont été nommés à la Fed par le président Donald Trump pendant son premier mandat, ont plaidé pour une baisse d'un quart de point de pourcentage pour donner un coup de pouce à l'activité économique. Dans son discours, Michelle Bowman explique qu'elle avait repéré des «signes de fragilité» sur le marché du travail. Ceux-ci se

sont depuis «agrandis», selon elle. Deux jours après la réunion de la Réserve fédérale, le rapport mensuel sur l'emploi aux États-Unis a déclenché une déflagration dans les milieux économiques, avec des créations d'emplois faibles et des révisions de données importantes tendant à montrer que le marché du travail va bien moins bien qu'espéré. Le président Donald Trump a limogé l'économiste supervisant la publication, estimant que les chiffres avaient été «manipulés» à des fins politiques, pour lui nuire.

Michelle Bowman ne va pas sur ce terrain, tout en regrettant que les rapports sur l'emploi soient devenus moins fiables «ces dernières années». Elle considère que les risques pesant sur l'emploi sont désormais plus importants que ceux liés à la hausse du coût de la vie. Elle répète à plusieurs reprises que les nouveaux droits de douane mis en place par l'exécutif américain devraient avoir un impact seulement temporaire sur l'inflation. Elle pense ainsi «que l'inflation reviendra à 2% quand ces effets se dissiperont».

ENVIRONNEMENT

Les négociations sur le traité sur le plastique face aux premières critiques

Le président des débats visant à écrire un traité mondial contre la pollution plastique estime que les avancées «ne sont pas suffisantes». «Pas suffisants». Voilà comment le diplomate qui préside les négociations devant aboutir au premier traité mondial contre la pollution plastique a qualifié les progrès. Pour rappel, 184 gouvernements sont actuellement réunis à Genève par l'ONU pour parvenir à un accord. Mais pour le moment, «beaucoup de questions sont restées en suspens», a déclaré le diplo-

mate équatorien Luis Vayas Valdivieso. «Nous sommes maintenant arrivés à une étape cruciale où nous avons besoin d'une vraie avancée pour parvenir à notre but commun» dans les délais impartis, c'est-à-dire d'ici le 14 août, a-t-il ajouté.

Un texte de 35 pages remis

Les pays qui négocient depuis mardi en Suisse, dans une nouvelle session rajoutée après l'échec des discussions de Busan en Corée du Sud fin 2024,

ont remis dans la nuit de vendredi à samedi une ébauche de texte faisant le point sur leurs travaux dans des groupes de travail techniques. Ce texte est passé de 22 à 35 pages et le nombre de parenthèses, c'est-à-dire de sujets sur lesquels aucun accord n'a été trouvé entre les délégations, a gonflé de 371 dans la version initiale à près de 1 500.

Les ONG mobilisées

La production mondiale de plastique pourrait tripler d'ici à 2060

si rien ne change, selon le Conseil économique social et environnemental (Cese). Actuellement, environ 460 millions de tonnes sont produites chaque année, dont la moitié à usage unique. Seuls 9 % de ces déchets sont recyclés, 20 % sont incinérés et le reste est mis en décharge, ou abandonné dans l'environnement, dont une part dans les milieux marins. Plusieurs ONG suivent les discussions de près, comme Scientists' Coalition for an Effective Plastics Treaty (Coalition scienti-

fique pour un traité efficace sur les plastiques) ou Greenpeace, présente à Genève avec une délégation venue de plusieurs continents. L'organisation «exige un traité ambitieux qui réduise d'au moins 75 % la production de plastique d'ici à 2040». Dans un communiqué, l'ONG met également en garde contre l'influence croissante des représentants de l'industrie pétrochimique, très présents autour des négociations.

AUGMENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ MP MATERIALS DE 84%

Les terres rares Made in USA se portent bien

MP Materials, la société qui exploite la seule mine de terres rares en activité aux États-Unis a vu son chiffre d'affaires bondir de 84 % au second trimestre 2025. Il y a un mois, Apple et le Pentagone ont investi des centaines de millions de dollars dans l'entreprise minière californienne. MP Materials, seule société à exploiter une mine de terres rares en activité aux États-Unis, a dévoilé hier des résultats trimestriels encourageants. L'entreprise a enregistré une hausse de 84 % de son chiffre d'affaires par rapport à la même période l'an dernier. La perte ajustée a reculé à 12,5 millions de dollars (contre 27 millions un an plus tôt) et l'action du groupe a bondi de 9,6 % en pré-ouverture. Cette embellie repose sur une production record d'oxyde de néodyme-praséodyme (NdPr), en hausse de 119 % sur un an, atteignant 597 tonnes. À elle seule, cette production permettrait de fournir environ 500 000 moteurs de véhicules électriques par an. Surtout, cette production record de matière première intervient à un moment stratégique : au cours du mois d'avril, en pleine tension commerciale sino-américaine, MP Materials a cessé ses exportations vers la Chine, qui représentaient encore la majorité de

ses revenus en 2024. Si l'arrêt de ces exportations a d'abord été présenté comme une forme de prudence face aux droits de douane, il reflète surtout la réussite du pari de la chaîne de production Made in USA. En effet, il y a moins d'un an, les terres rares extraites de la mine de Mountain Pass par MP Materials devaient être expédiées en Chine pour être séparées et raffinées. Ces deux étapes sont essentielles avant la conception des aimants de terres rares, utilisés dans les voitures, éoliennes, drones, etc. Mais en janvier, l'entreprise américaine jubile : sa nouvelle usine texane de Fort Worth produit les tout premiers aimants néodyme fer bore Made in USA, symbole d'un contrôle désormais quasi complet de la chaîne de valeur et d'une plus grande indépendance de l'entreprise vis-à-vis de la Chine. Résultat, le segment magnétique de l'entreprise affiche ainsi une croissance fulgurante : son chiffre d'affaires a quadruplé en trois mois, atteignant près de 20 millions de dollars, d'après les résultats annoncés hier.

Apple et le Pentagone à la rescousse

Malgré ces signes de réjouissance, l'entreprise continue de vivre sous perfu-

sion. Les prix du marché, dictés par l'offre chinoise sont particulièrement bas et obligent l'État fédéral à soutenir son producteur stratégique. Début juillet, le Pentagone a officialisé un investissement de plus de 400 millions de dollars, qui fera de lui le premier actionnaire de MP Materials, à hauteur de 15 % du capital. Surtout, l'accord prévoit également un prix plancher de 110 dollars le kilo de néodyme-praséodyme pendant dix ans, soit près du double des prix pratiqués par la Chine. Cette stratégie s'inscrit dans le vaste programme de réindustrialisation lancé par la deuxième administration Trump. Cette dernière multiplie les investissements dans les chaînes de valeur critiques. Quelques jours après l'annonce du Pentagone, Apple a révélé un investissement de 500 millions de dollars dans MP Materials. Une manière de sécuriser l'approvisionnement en aimants permanents, utilisés dans les iPhone et MacBook, mais aussi dans les futurs appareils de réalité augmentée. Fort de ces nouveaux soutiens, MP Materials prévoit déjà la construction d'une seconde usine de fabrication d'aimants, qui porterait la capacité totale du groupe à 10 000 tonnes par an d'ici à 2028, avec pour objectif de répondre à la demande

croissante du secteur de la défense, comme celui de l'automobile.

Un challenger surgit du Wyoming

Bien qu'il jouisse pour le moment d'un monopole aux États-Unis, la montée en puissance de MP ne se fait pas sans concurrence. Le 11 juillet, la société Ramaco Resources a inauguré la première nouvelle mine de terres rares aux États-Unis depuis plus de 70 ans, dans le Wyoming. Le site de Brook Mine pourrait produire jusqu'à 1 400 tonnes par an, selon son PDG, Randall Atkins, qui revendique la découverte inattendue d'un important gisement d'éléments lourds, jugés plus précieux que ceux produits à Mountain Pass. Contrairement à MP, Ramaco finance son projet sur fonds propres, adossé à une activité charbonnière rentable. Le timing lui est favorable : une nouvelle loi fiscale signée par le président Trump début juillet inclut un crédit d'impôt pour les producteurs de charbon métallurgique, principale source de revenus de Ramaco. Randall Atkins ne cache pas ses ambitions : établir un indice américain des prix des terres rares et militer pour la création d'une réserve stratégique nationale, sur le modèle de la réserve pétrolière.

Xiaomi passe devant Apple en Europe !

Le fabricant chinois Xiaomi a détrôné Apple de la deuxième place du marché européen des smartphones au deuxième trimestre 2025. Cette redistribution des cartes vient fatalement chambouler la hiérarchie établie sur le Vieux Continent.

Le marché européen des smartphones a visiblement rencontré quelques perturbations lors du deuxième trimestre 2025. Un graphique diffusé sur le sous-forum Poco Phones de Reddit, qui attribue ces données au cabinet d'analyse Canalys, révèle un changement important dans le classement des principaux fabricants. Tandis que Samsung conserve la tête, Xiaomi est parvenu à s'emparer de la deuxième place, reléguant Apple à la troisième position pour la première fois depuis longtemps.

Samsung, Apple, Xiaomi : un bouleversement dans le trio de tête

Le rapport en question dresse un tableau plutôt contrasté du marché des smartphones en Europe durant le deuxième trimestre de l'année. Si Samsung demeure en tête du classement, détenant 31 % des parts de marché, la firme coréenne a toutefois enregistré un recul de 10 % sur un an. Apple, quant à elle, se retrouve en troisième position avec une part de marché de 21 % et une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente.



Comme très justement souligné par nos confrères de Neowin, l'écosystème de la Pomme ne semble plus avoir autant d'influence qu'autrefois sur le marché européen. À l'inverse, Xiaomi a affiché une croissance remarquable, se hissant à la deuxième place du podium avec 23 % des parts de marché, soit une progression de 11 % sur un an. Ce résultat place

l'entreprise chinoise comme la seule à connaître une telle évolution parmi les principaux fabricants de smartphones. Dans le reste du classement, Realme a également connu une croissance de 5 % sur un an, et a conservé sa cinquième place avec 4 % des parts de marché. Le plus grand perdant de ce trimestre est Lenovo, qui commercialise les appareils sous la marque Motorola, et qui a

subi une baisse de 18 % par rapport à l'année précédente.

Les raisons du succès de Xiaomi en Europe

En l'état, l'absence de données détaillées dans le rapport de Canalys ne permet pas d'identifier précisément les causes de ces évolutions. Cela étant, le succès grandissant de Xiaomi sur le territoire européen peut en partie s'expliquer par sa politique de prix plus accessible que celles de la concurrence, au-delà même de la qualité incontestable de ses produits. Il est également plausible que la croissance de Xiaomi se fasse au détriment d'autres marques logées sur le même segment, comme Motorola, qui vise une audience similaire. Une chose est sûre : le déclin d'Apple et Samsung en Europe au deuxième trimestre de l'année contraste avec la forte progression de Xiaomi. Malgré ces données, cela n'a pas empêché la firme de Cupertino de performer, cette dernière ayant amplement dépassé les attentes et réalisé un trimestre record lors de son dernier exercice fiscal.

Source : Neowin

Un tournoi de football avec des robots humanoïdes va débiter à Shanghai

Shanghai se prépare à accueillir un événement inédit : le coup d'envoi d'un tournoi international de football... réservé aux robots humanoïdes. Plus de 500 machines venues du monde entier vont s'affronter sur différents terrains, dans une série de compétitions sportives et techniques.

À partir de la semaine prochaine, Shanghai accueillera plusieurs centaines de robots humanoïdes venus de 127 entreprises pour participer aux World Humanoid Robot Games. L'événement prévoit un programme mêlant sports, démonstrations et scénarios techniques. Les épreuves iront du football au basketball, en passant par le combat libre, le tennis de table ou encore la danse en groupe. Les organisateurs veulent évaluer les performances physiques et la coordination de ces machines, dans un contexte où l'industrie chinoise des humanoïdes connaît une forte expansion, soutenue par des investisseurs et une production nationale compétitive.



Des matchs de football et bien plus encore pour ces athlètes d'un nouveau genre. Après un semi-marathon et un match de football, les robots n'en finissent plus de vouloir se tirer la bourre avec les sportifs de haut niveau. Cette fois, la

Chine accueille cette année les World Humanoid Robot Games, une première mondiale pour ce type de machines. Plus de cinq cents robots issus de 127 entreprises s'affronteront dans des épreuves variées, du football au basketball en passant par

le tennis de table ou le combat libre. Un programme qui inclut aussi des démonstrations artistiques, comme des chorégraphies en groupe, et des scénarios simulant des situations réelles. Les organisateurs veulent ainsi tester à la fois la mobilité, la réactivité et la coordination de ces humanoïdes.

La télévision publique chinoise a déjà diffusé quelques extraits. On y voit des robots imiter les gestes de sportifs professionnels, dribbler un ballon ou se défendre sur un ring. Les compétitions se dérouleront dans plusieurs enceintes de Shanghai, transformées pour accueillir aussi bien les épreuves sportives que les zones d'exposition. Les participants viennent de différents horizons : start-up, grands groupes technologiques, universités et laboratoires de recherche.

Un secteur en plein essor soutenu par des géants et des start-up locales

En parallèle de l'événement, le marché chinois des robots humanoïdes

connaît une forte accélération. Plusieurs entreprises, soutenues par des investisseurs comme Tencent ou Alibaba, préparent leur entrée en bourse.

La production bénéficie d'une industrie locale capable de fabriquer aussi bien les composants mécaniques que les systèmes électroniques. Cette maîtrise de la chaîne industrielle permet aux fabricants de proposer des prix compétitifs. Parmi les modèles récents, l'entreprise Unitree a présenté un humanoïde vendu autour de 6 000 dollars. Ce type de tarif élargit le marché à des secteurs qui n'avaient pas accès à ces machines jusqu'ici. Les fabricants cherchent à rendre ces robots plus polyvalents, afin qu'ils puissent passer de tâches simples à des missions plus complexes. Les compétitions comme celles organisées à Shanghai servent de vitrine pour montrer leurs capacités dans des conditions réelles.

Source : WccfTech

Lancement de GPT-5 : les utilisateurs ChatGPT sont furieux



La fête promise pour le lancement de GPT-5 a tourné au vinaigre. Au lieu d'une mise à jour acclamée, OpenAI fait face à une fronde de ses utilisateurs les plus fidèles, qui crient à la trahison et au déclassement. Le nouveau modèle phare d'OpenAI devait asseoir sa domination sur le marché de l'intelligence artificielle. Pourtant, alors même qu'avec GPT-

5, ChatGPT offre sa technologie de pointe gratuitement, la transition a laissé un goût amer à une grande partie de sa communauté. En cause : une mise à jour forcée qui a vu disparaître du jour au lendemain les outils de prédilection des abonnés payants. La principale source de colère réside dans une décision radicale d'OpenAI : la suppression pure et

simple de tous les modèles précédents, y compris le très populaire GPT-4o. En imposant GPT-5 comme unique option sans préavis, l'entreprise a été perçue comme balayant d'un revers de main les habitudes et les flux de travail de ses clients payants, qui se sont sentis floués. Pire encore, cette transition forcée s'accompagne d'une chute de qualité perçue par de nombreux utilisateurs. Qualifié de « zombie beige et corporatiste », GPT-5 est accusé de fournir des réponses plus courtes, moins pertinentes et de faire preuve de moins de logique. Cette régression fonctionnelle, qui s'apparente à une augmentation des hallucinations, a transformé une mise à jour attendue en un véritable déclassement pour beaucoup. Comme si le mécontentement ne

suffisait pas, la présentation officielle a été entachée d'une erreur grossière : des graphiques de performance aux données manifestement erronées. Ce « crime graphique », comme l'ont surnommé les observateurs, a forcé Sam Altman, le PDG, à présenter des excuses publiques pour ce qu'il a lui-même qualifié de « méga ratage ». Face à la tempête, OpenAI a dû faire machine arrière. Reconnaisant un lancement « un peu cahoteux », la firme a non seulement promis d'augmenter les limites d'usage pour les abonnés, mais a surtout annoncé la réintégration de GPT-4o en option. Une manœuvre qui sonne comme un aveu : l'entreprise ne peut se permettre de se couper de sa base d'utilisateurs fidèles.

Source : LiveMint

Meta rachète WaveForms

Dans son ambition de créer une « superintelligence », la firme de Mark Zuckerberg n'hésite pas à multiplier les recrutements (à des salaires exorbitants) et les acquisitions. Selon The Information, la dernière en date est WaveForms, start-up spécialisée dans la voix à base d'IA. Elle a été fondée en 2024 par deux Français, Alexis Conneau, ancien d'OpenAI où il a développé « l'Advanced Voice Mode » de GPT-4o et Coralie Lemaître, ancienne de Google. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué, mais la société avait obtenu un financement de 40 M\$ auprès du fonds a16z, géré par Marc Andreessen et Ben Horowitz.

LEAPMOTOR C10 AWD

Le SUV électrique chinois gagne bien plus que deux roues motrices

En ajoutant une version à transmission intégrale à son C10 électrique, Leapmotor muscle son jeu en Europe. Puissance, recharge, efficacité : ce nouveau modèle veut jouer dans la cour des grands.

Déjà disponible en version propulsion depuis son lancement en 2024, le Leapmotor C10 s'est enrichi d'une version à prolongateur d'autonomie, baptisée REEV, il y a quelques mois. Mais voilà que le constructeur chinois acoquiné à Stellantis qui en est actionnaire à 20 %, continue de développer sa gamme avec à venir une nouvelle déclinaison 100 % électrique. Mais désormais à transmission intégrale. Annoncée officiellement pour l'Europe, cette version C10 AWD sera dévoilée au public en octobre 2025 au salon automobile de Zurich. Et en attendant d'en avoir la fiche technique complète, le constructeur nous en dévoile déjà les grandes lignes.

Bien plus que deux roues motrices en plus

Cette déclinaison à quatre roues motrices ne devrait pas se distinguer esthétiquement d'une version propulsion. En revanche, c'est sous sa carrosserie que le SUV révèle des améliorations majeures : une nouvelle batterie de 81,9 kWh, et surtout une puissance de 585 ch. De quoi propulser ce SUV familial de 0 à 100 km/h en seulement 4,0 secondes, contre 7,5 secondes pour la version deux roues motrices. Mais surtout cette évolution technique repose sur une plateforme à haute tension 800V, ce qui permet à Leapmotor d'annoncer une désormais une recharge rapide de 30 à 80 % en 22 minutes, contre 30 minutes auparavant. De quoi largement améliorer la vitesse de recharge maximale de 88 kW. Si l'autonomie officielle n'a pas encore été dévoilée, on peut imaginer qu'elle approche désormais les



500 km en cycle mixte WLTP, quand la version propulsion n'excède pas 424 km. De quoi concurrencer les Peugeot e-3008 et autres Tesla Model Y qui atteignent déjà

cette valeur. En termes de comportement, le nouveau système intelligent de transmission intégrale promet d'ajuster la répartition du couple en temps réel selon

l'adhérence, pour une meilleure motricité sur route mouillée, enneigée ou sur chemin.

Tarifs agressifs ?

Distribuée en Europe par Stellantis, qui détient 20 % du capital de Leapmotor depuis 2024, la marque chinoise affiche clairement ses ambitions sur le Vieux Continent. Après la citadine T03 et la version hybride rechargeable REEV du C10, cette déclinaison AWD plus performante et plus technologique vient renforcer l'attractivité du catalogue Leapmotor. Même si pour l'heure le prix de cette version n'a pas encore été communiqué. Mais quand on sait que la marque chinoise se positionne toujours de manière agressive par rapport à la concurrence, on peut imaginer que ce C10 AWD sera très compétitif.

MG et les autres marques chinoises se retrouvent confrontées à un problème qu'elles n'avaient pas forcément anticipé

MG fait partie de ces constructeurs chinois qui vendent aussi bien en Chine qu'en Europe. Une particularité qui pousse les dirigeants à devoir penser des véhicules qui doivent séduire les deux publics aux attentes radicalement opposées, notamment en matière de design. Une problématique que n'avaient peut-être pas anticipée BYD, SAIC et tous ces groupes qui s'installent chez nous.

Si les droits de douane sont déjà un obstacle à prendre en compte pour les constructeurs chinois à l'international, voilà une autre problématique qu'ils n'avaient peut-être pas tous anticipée. Le marché chinois étant lui-même gigantesque, certains fabricants (automobiles, mais pas seulement) ont tendance à trop oublier que le reste du monde n'a pas les mêmes attentes qu'un Chinois. Par exemple, les Chinois qui ont les moyens d'un véhicule neuf moyen ou haut de gamme, adorent les berlines et particulièrement celles qui ont un empattement généreux pour les passagers arrière. Car les Chinois aiment être assis aux places arrière et se faire conduire.

L'Européen, lui, est plus conservateur. Il préfère tenir le volant, et il n'a pas vraiment les goûts esthétiques d'un Chinois en matière d'automobile. Il suffit pour cela de constater la différence des catalogues chinois et



européens de certains constructeurs. MG, de son côté, avoue que la tâche

est plutôt complexe pour la très importante MG4.

Dessiner une voiture chinoise pour l'Europe

Les Chinois aiment aussi les excentricités visuelles, les Européens beaucoup moins. Comment faire, alors, pour concevoir une voiture qui devra performer sur les deux marchés ? En dehors du marché du premium, quasiment aucune généraliste n'a réussi à bien se vendre à la fois en Chine et en Europe en dehors des Tesla, si tant est que l'on peut les qualifier de « généralistes ». La mission du studio de design du groupe SAIC, propriétaire de MG, n'a donc pas été facile. A l'occasion de la présentation de la nouvelle compacte électrique MG4 en Chine, Shao Jingfeng, le patron du design chez SAIC, a expliqué qu'il avait fallu trouver un compromis. Des rappels du Cyberster, notamment, se trouvent à l'arrière mais MG n'a pas voulu aller trop loin et cela donne une nouvelle MG4 assez étonnante avec une poupe osée et un avant beaucoup plus consensuel. Les clients occidentaux préfèrent les styles plus « sportifs et racés » selon MG, alors que les Chinois semblent préférer les originalités ou les courbes tout en douceur. La particularité de MG reste que la marque souhaite poursuivre sur une voie de mondialisation en faisant en

sorte que ses modèles aient un « langage stylistique » commun à tous les marchés. Une politique que l'on retrouve chez d'autres constructeurs comme Ford qui, il y a quelques années, avait décidé de mondialiser son catalogue. En clair, les produits purement américains seraient également vendus tels quels en Europe : Mustang bien sûr, mais aussi plus récemment Bronco, sans oublier l'Explorer V6.

BYD dans une logique mondiale

Il est un autre grand constructeur chinois qui a décidé de produire les mêmes véhicules pour tout le monde. Et même de construire au moins une usine sur le sol européen. Regardez le catalogue de BYD en Chine et en Europe et vous y retrouverez de nombreuses similarités : Atto 3, Dolphin, Seal... si le véhicule a été conçu et dessiné en Chine, il est proposé aux Européens sous la même forme. Mais avec un ancrage chez nous plus fort, BYD pourrait bien choisir d'adopter une stratégie plus localisée en matière de design dans les années à venir car pour l'heure, les BYD sont très clairement chinoises dans l'âme. En faisant cela, BYD rejoindrait alors d'autres grands groupes comme Hyundai ou Nissan qui disposent de QG en Europe.

Mots fléchés

Région française	↓	Bête de somme dans le désert	↓	Transgres-sèrent	↓	Pic de Pyrénées	↓	Vin blanc mousseux italien	↓	Ne rien faire	↓	Soudard	↓
Femelles stériles						Marque						On le donne en musique	
	→						↓			Bière anglaise	→		↓
										Mésaventure	↓		
Excitatrice		Il y celle du pouvoir		Commune de Haute-Garonne	→			Pesai	→				
	→		↓					Recréer ce qui n'existe plus	↓				
												Séances extraordinaires	↓
Salut romain	→			Cri pour invoquer Dionysos	→					Souverain hongrois	→		
Agricole				Espèce de bugle	↓					African-Union	↓		
	→						Helvète	→					
							Connu	↓					
Récente	→					Lieux pour sportifs	→						Habitations sommaires
Ville du Maroc						Néon	↓						↓
	→			Sentiment de lassitude	→					Prénom masculin	→		
				Auteur de rumeurs	↓					Parties de cheminées	↓		
Celui qui agit		Idiote	→				Écorce de chêne	→				Genre de société	→
	→	Officier supérieur	↓				Lèvre épaisse inférieure	↓				Flots	↓
						Grain de beauté	Bataillées	→					
Ni dieu, ni maître		Affligées	Convoiter	→						Enzyme	→		
	→		Soleil divin	↓						Héroïque	↓		
					Familles de primates		Pressenti	→				Ville de Mayenne	↓
Exposé pour la vente	→						Colère ancienne		Un länder allemand	→			Quand il est de pique c'est un croupion
Adresse													↓
	→		Lavabo	→					Oiseau grimpeur		Coups sur un tambour	→	
											Porteur de rameaux	↓	
Argon	→		Il y a celui du son	→				Austère	Aides du matador	→			
Rabat-teuses			Trou normand	↓									
	→								Chaton de fleur	→			Actrice italo-brésilienne
									Comme au premier jour	↓			↓
Ne peut plus se déplacer aux échecs		Certain	→			Ceinture jaune	Petit récipient pour les écoliers d'autrefois	→					
	→	Certificat	↓										
				A vu pis	→		Regardé	→		Électron-volt	→	Transpira	↓
							Nouveau congé	↓					
Illustre	→								Tira du liquide	→			
Amérindien									Dedans	↓			
	→			Salpêtre	→					Veuf	→		
Dieu celte	→					Essayerai	→						

ACCIDENTS DE LA ROUTE

6 morts et 298 blessés en 24 heures

Six personnes ont trouvé la mort et 298 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif, avec 4 morts et 5 blessés, suite à deux accidents distincts, le premier ayant fait 3 morts et 2 blessés suite au renversement d'un véhicule dans la Commune d'Ouled Sabor et le deuxième a causé un mort et 3 blessés dans le renversement d'une voiture dans la Commune d'Ain Arnat, précise la même source.



CRISE DIPLOMATIQUE AVEC L'ALGÉRIE

La France perd un «levier stratégique» en Afrique et en Méditerranée

La récente crise diplomatique avec l'Algérie prive la France d'un "levier stratégique" en Afrique et en Méditerranée, affirme un billet de blog publié par le quotidien français "Mediapart". Dans ce long billet publié sous le titre "La France face à l'Algérie : le prix d'un aveuglement stratégique", l'auteur dissèque les enjeux géopolitiques, géoéconomiques, géostratégiques et sécuritaires sous-jacents dans les relations algéro-françaises. Il souligne la "perte potentielle" pour la France d'un "marché clé" et d'un "partenaire stratégique" en Afrique et en Méditerranée. "En confrontant Alger pour des raisons politiques, Paris s'isole et se prive d'un marché clé. Héritage colonial, lobbies, myopie stratégique : la France risque de perdre l'Afrique une seconde fois", avertit-il. Pour l'auteur de ce billet, la dénonciation par Alger de l'Accord algéro-français de 2013 relatif à l'exemption réciproque des visas pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service "signe que le rapport de force s'est inversé. Cette fois, c'est Alger qui siffle la fin de la partie", relève-t-il. Cette dénonciation "n'est pas un simple geste technique", fait-il remarquer, mais "un message politique limpide". Il estime, à ce propos, que "les conséquences sont immédiates et lourdes : fin des facilités d'entrée et de circulation pour les diplomates français, remise en cause des avantages immobiliers accordés aux institutions françaises, gel de programmes bilatéraux entiers". Mais, poursuit-il, "le symbole dépasse ces aspects pratiques : Alger montre qu'elle ne subit plus, qu'elle fixe désormais le tempo et qu'elle ne craint pas d'engager un bras de fer", ajoutant que "l'Algérie, en pleine ascension économique et en pleine diversification diplomatique, se positionne comme un acteur central en Afrique et en Méditerranée, attirant des investissements internationaux et renforçant ses alliances".

LA COHÉSION ENTRE LES ALGÉRIENS ET LEUR ARMÉE

Une épine dans la gorge des ennemis de l'Algérie

La cohésion entre les Algériens et leur armée demeurera, à tout jamais, une épine dans la gorge des ennemis de l'Algérie, ainsi que le gage de sa sécurité, de sa stabilité et la locomotive de son essor et de ses victoires, indique la revue El Djeïch dans son numéro du mois d'août. Sous le titre "Hommage et honneur", l'éditorial de la revue El Djeïch souligne que l'Algérie célèbre, ce mois-ci, "le quatrième anniversaire de la Journée nationale de l'Armée nationale populaire (ANP), instituée par Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, il y a trois ans, en commémoration de la reconversion de l'Armée de libération nationale en Armée nationale populaire, le 4 août 1962". L'éditorial rappelle que cette décision est "venue enrichir le registre des glorieuses et éternelles journées et occasions nationales et qui consacre les plus hautes marques de fidélité et de considération des sacrifices consentis par l'ANP, depuis l'indépendance à nos jours, ainsi que sa contribution efficace et remarquable, aux côtés des autres institutions du pays, au renforcement des fondements de l'Etat algérien indépendant et souverain". "Cette journée, qui est l'occasion d'affermir la détermination et de renforcer la volonté de poursuivre le processus de consolidation des capacités de notre système de défense nationale et de sa disponibilité opérationnelle, dans lequel nos forces armées ont franchi des pas importants avec constance et détermination, a valeur d'hommage que l'Algérie rend à son ANP et de célébration, par les Algériens, de leurs enfants engagés dans ses rangs", ajoute la même source, relevant que cela a été souligné par le Président de la République qui a affirmé que "l'ANP est en cohésion avec le peuple, gagnant en dignité et en élévation de par la place qu'elle occupe dans le cœur de la Nation et de par le patriotisme et l'en-

gagement des officiers, des soldats et tous les personnels et affiliés de l'armée". Ce sont "de nobles missions dont s'acquittent les personnels de l'ANP en toute sincérité, avec engagement et compétence, garantissant ainsi la préservation de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie et la défense de sa souveraineté et de son indépendance". "Ceci en gage de préservation du legs de nos illustres ancêtres, comme l'a noté Monsieur le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, dans les félicitations qu'il leur a adressées à cette occasion, en déclarant : +Vous êtes, fils de l'ANP, appelés à poursuivre vos efforts avec une détermination et une persévérance sans faille, inspirés par l'héritage de vos glorieux pères et ancêtres, afin de faire de nos forces armées le véritable rempart de sécurité et de stabilité pour l'Algérie, en toutes circonstances, et la protéger contre toutes les menaces qui l'entourent. Ces menaces, devenues une caractéristique majeure de cette époque instable, incertaine voire perfide, nécessitent d'être affrontées avec toute la rigueur et l'efficacité requises", relève la même source. El Djeïch affirme, en outre, que "ce que l'ANP accomplit est un devoir sacré que lui dicte la lourde responsabilité qui lui incombe, celle de protéger la Patrie, de défendre nos frontières, notre intégrité territoriale et notre unité nationale, de consolider la stabilité de notre pays et la quiétude de son peuple engagé dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle, triomphante et forte, attachée à ses référents nationaux, déjouant tous les vils plans de ses ennemis et qui trace sa voie avec fermeté et détermination vers des horizons prometteurs". "Ceci, outre l'élan observé dans ses relations bilatérales avec nombre de pays de par le monde, qui confirme que l'Algérie est devenue un partenaire indispensable et un acteur régio-

nal et international pivot, grâce à sa politique avisée et à ses efforts constants, en vue de l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde ainsi qu'en matière de promotion du développement durable, conformément à des principes immuables fondés sur le respect de la légitimité internationale et le soutien aux causes justes, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie", indique la même source. Quant au développement économique et social, El Djeïch indique que l'Algérie "connaît une importante relance, réalité dont témoignent de nombreuses institutions et organismes financiers internationaux et régionaux", affirmant la certitude "que ce qui a été accompli n'a pas été chose aisée", mais "le fruit d'efforts soutenus déployés à différents niveaux". C'est, aussi, "un front fort et homogène, tourné vers la défense des intérêts suprêmes du pays et avec pour souci d'être à la hauteur de la confiance de ceux qui ont sacrifié ce qu'ils avaient de plus cher pour la Patrie ainsi que des aspirations et espoirs des générations futures". En commémorant cette journée mémorable, affirme El Djeïch, "nous rendons hommage et honneur à tous les personnels de l'ANP déployés à travers l'ensemble du territoire national, qui veillent à la sécurité et à la stabilité de l'Algérie, qui poursuivent sur cette noble voie avec une forte détermination et une volonté d'acier, portant fièrement le legs de nos valeureux chouchada ainsi que des chouchada du devoir national, artisans de notre glorieuse Histoire riche de sacrifices et d'héroïsme, défiant tous les obstacles, aussi grands soient-ils, animés par l'attachement à leur Patrie ainsi que par l'harmonie et la cohésion entre le peuple et son armée". "Une cohésion qui demeurera, à tout jamais, une épine dans la gorge des ennemis de l'Algérie, ainsi que le gage de sa sécurité, de sa stabilité et la locomotive de son essor, de son développement et de ses victoires", conclut l'éditorial.

SALON NATIONAL DU LIVRE POUR ENFANT

L'ANEP participe à la 2^e édition

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer sa participation à la 2^e édition du Salon National du Livre pour l'Enfant, qui se tiendra du 07 au 16 août

2025, de 17h00 à 23h00, à la Promenade des Sablettes, Alger. Les éditions ANEP proposent une vaste sélection de publications destinées au jeune public, une occasion de se rapprocher

des lecteurs et les faire bénéficier de remises importantes, sur une large gamme d'ouvrages. Aussi, à travers cette participation, l'ANEP œuvre à initier et inciter les enfants aux livres et à la lecture.

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité invite les enfants et les familles à venir visiter son stand et partager un moment de découverte et de plaisir autour du monde du livre.

MDN

Quatre terroristes abattus au niveau des frontières sud-est du pays

Quatre (4) terroristes armés activant au sein de groupes terroristes à l'extérieur du pays et ayant tenté de s'introduire par les frontières sud-est (4^e Région militaire), ont été abattus, samedi, par un détachement relevant des Services de la Sécurité de l'Armée, indique dimanche un commu-

niqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, un détachement relevant des Services de la Sécurité de l'Armée a abattu, dans la matinée d'hier 9 août 2025, au niveau des frontières sud-est en 4^e Région militaire, 4 terro-

ristes armés de 4 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov activant au sein de groupes terroristes opérant à l'extérieur du pays. Lesdits terroristes ont tenté de franchir nos frontières nationales et de s'introduire à l'intérieur du pays", note la même source. "Il s'agit de: Amrani Moad, Bousbaa Houssam, Ghadir Ba-

chir Maamer et Bedghiou Okba", précise le communiqué, ajoutant que cette opération "confirme, une autre fois, la vigilance et la détermination des Forces de l'Armée nationale populaire à éliminer quiconque qui oserait franchir nos frontières nationales et porter atteinte à la sécurité des citoyens".